

# Le quinquennat de l'austérité



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JR, MB, MJAMERON ET ROMAIN HINGANT)

*Jusqu'au bout de son quinquennat, Sarkozy aura aligné les mauvais coups pour casser les acquis sociaux. Le président des riches n'aura eu de cesse de complaire aux plus nantis en général et au patronat en particulier.*

**L**e patronat doit se frotter les mains après les annonces du chef de l'État dimanche soir, sur pas moins de neuf chaînes de télévision.

Les mesures dévoilées ne représentent pas une surprise, la «TVA sociale» était attendue. Serpent de mer du quinquennat, elle refait son apparition à trois mois des échéances électorales. Sans doute Sarkozy veut-il passer pour le seul capable de prendre les mesures fortes qui s'imposent pour faire face à la crise. En réalité,

il poursuit sa politique de démolition sociale et veut imposer un nouveau plan d'austérité dont les victimes sont toujours les mêmes, à savoir les salariéEs et les classes populaires.

Alléger les cotisations patronales et faire compenser le manque à gagner par l'augmentation de la TVA est non seulement scandaleux mais aussi une sacrée imposture. La TVA, impôt injuste qui pèse davantage sur les revenus les plus modestes, va passer de 19,6 à 21,2%, accentuant encore plus la baisse du pouvoir

d'achat. Cette hausse serait nécessaire au nom de la compétitivité ! Il s'agit de justifier la vieille complainte libérale – «le coût du travail en France est trop élevé» – et d'appliquer toujours les vieilles recettes : offrir de nouveaux cadeaux fiscaux au patronat. Pour cela, la démagogie et les mensonges sont de mise : ces allègements de cotisations permettraient la création d'emplois, car comme chacun sait la France «a la fiscalité la plus lourde d'Europe». C'est faux et il suffit de prendre le rapport 2011 de

SUITE PAGE 2



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

**REGARDS**

**Médias dominants, la critique nécessaire**

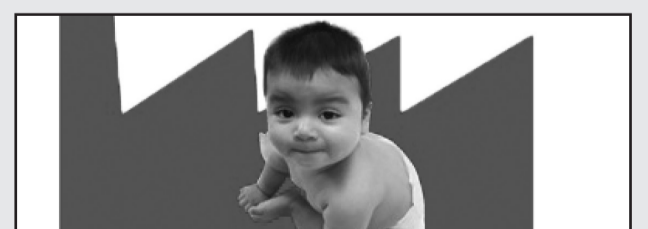
Page 2

**AUX CAPITALISTES  
DE PAYER LEURS  
CRISES !**

**CAMPAGNE**

**Poutou 2012.**

Pages 4 et 5



**ACTU**

**L'ARS s'attaque aux femmes et aux enfants !**

Page 10

**Agenda**

**2 février, meeting NPA Toulouse.**

Meeting NPA contre la TVA antisociale, en défense du salaire, de la Sécu, avec Bernard Friot (économiste), Jacques Giron (commission santé du NPA) et Myriam Martin (porte-parole du NPA) RV à 20h 15, salle Castelbou, 22, rue Léonce-Castelbou, Toulouse.

**4 février, base élèves, réunion, Paris.**

Le Collectif national de résistance à base élèves tient sa 6<sup>e</sup> réunion nationale. RV de 9 heures à 18 heures, à la Bourse du travail, 3 rue du Château-d'Eau (M<sup>o</sup> République).

**4 février, maternités, Paris.**

Rassemblement contre les fermetures de maternités et la réduction du séjour en maternité à 48 heures. RV à 11 heures devant l'hôpital Saint-Antoine (lire aussi page 10).

**4 février, action eau, Lyon.**

Journée d'action locale pour que l'eau redevienne notre bien commun. Signatures collectives de pétitions dans les 58 communes le matin, puis réunion-débat à 14 heures à la Bourse du travail, place Guichard, Lyon 3<sup>e</sup>.

**6 février, enfants étrangers, Paris.**

L'Observatoire de l'enfermement des étrangers (OEE) et RESF organisent une réunion publique sur l'enfermement des enfants étrangers. RV de 18 à 20 heures, à la Bourse du travail, salle Eugène-Hénaff, annexe Varlin, 85, rue Charlot, Paris 3<sup>e</sup>.

**9 février, Mamans toutes égales, meeting, Bagnolet.**

Le collectif Mamans toutes égales organise en partenariat avec le Groupe des associations de Bagnolet un meeting public. RV à partir de 19 heures au Cin'hoche, 6 rue Hoche.

**10 février, médias, projection-débat, Achères.**

Attac 78 Nord et le Cinéma Pandora d'Achères vous proposent un débat après la projection du film *Les nouveaux chiens de garde*, réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat. RV à 20h 15 au cinéma Pandora d'Achères. Entrée 6 euros ou 4,5 euros.

**10 février, projection-débat, Pérou, Paris.**

Projection-débat de documentaires sur le mouvement socio-environnemental péruvien « Conga no va ». RV à 21 heures, Maison de l'Amérique latine, 217 bd Saint-Germain Paris 7<sup>e</sup>. Entrée libre dans la limite des places disponibles.

**11 février, manifestation Syrie, national.**

Manifestation de soutien de la lutte pacifique du peuple syrien à Paris et en régions. À Paris, RV à 14 heures, place de la République. La manifestation rejoindra le rassemblement organisé par Amnesty International, place de la Fontaine-des-innocents. (lire aussi page 12)

**11 février, réunion unitaire, Saint-Denis.**

Réunion publique unitaire à l'appel de personnalités représentatives du mouvement social et écologique, de courants politiques à la gauche du PS. De 14 à 16 heures, forums-débat (crise du système, partage des richesses, transition énergétique, mouvement des Indignés, révolutions arabes, appropriation sociale et autogestion, démocratie, etc.). À 16h 30, table ronde « Face à la crise globale du capitalisme, quelle mesures alternatives? Comment les imposer? » RV à l'université Paris 8, Saint-Denis.

À SUIVRE SUR  
www.npa2009.org

# Le quinquennat de l'austérité

SUITE DE LA PAGE 1

la Commission européenne sur la fiscalité pour constater que la France est à la septième place européenne pour son taux de fiscalité rapporté au PIB, loin derrière le Danemark, la Suède, la Belgique, l'Italie, la Finlande ou l'Autriche. Or, les exonérations en tout genre (appliquées depuis des décennies) qui ont coûté très cher au budget de l'État en creusant les déficits, n'ont jamais permis de faire remonter la courbe de l'emploi dans ce pays. Preuve en est, le nombre de plus en plus élevé des chômeurEs, avec des records atteints durant le mandat de Sarkozy (le taux de chômage frôle les 10% actuellement). Ces exonérations et les allègements d'impôt ont bénéficié en particulier aux grands groupes qui n'ont pas hésité à licencier massivement, mais ont continué à distribuer des dividendes aux actionnaires... et réclament toujours plus d'aides de l'État. Cette imposture sur l'emploi se double d'une attaque extrêmement grave sur le financement de la protection sociale, puisqu'il s'agit d'assurer une

partie du financement de cette dernière, jusqu'alors assise sur le travail, par l'augmentation de la TVA payée par tous, en faisant un cadeau de 13 milliards d'euros aux entreprises. L'acharnement du pouvoir à remettre en cause le financement de la protection sociale tel qu'il fonctionne aujourd'hui n'est pas non plus une surprise, mais un pas supplémentaire est franchi. Le principe de solidarité intergénérationnelle et du salaire socialisé, dont une partie différée alimente toutes les caisses de la protection sociale, est la cible des politiques libérales depuis longtemps, qui veulent progressivement assurer le financement de la Sécu par le biais de l'impôt. Toujours au nom de l'exigence de « compétitivité », des accords pourraient être signés par entreprise ou par branche, permettant aux patrons d'exercer un véritable chantage à l'emploi : les salariéEs seront sommés « d'accepter » des baisses de salaires et de renoncer aux 35 heures. Ces expériences ont déjà eu lieu dans certaines entreprises avec le succès qu'on connaît : chez Continental à Clairoux,

les salariés ont accepté qu'on rogne tous leurs acquis avec, malgré tout au final, le licenciement pour tout le monde ! En remettant en question le contrat collectif, Sarkozy exauce un vieux souhait du patronat et donne le dernier coup de boutoir aux 35 heures.

Finalement, le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'achève comme il avait commencé, par toujours plus de régression sociale.

Les annonces du chef de l'État sont ni plus ni moins un nouveau plan d'austérité qui ne dit pas son nom. Toujours au nom de la crise. Les responsables de cette dernière ne sont pas inquiétés, on continue de s'en prendre aux victimes. Il est plus qu'urgent de faire en sorte que l'impopularité de Sarkozy s'amplifie et se solde par son départ définitif de l'Élysée en mai prochain.

Myriam Martin

## regards

Propos recueillis par Léo Carvalho

## MÉDIAS DOMINANTS La critique nécessaire

Yannick Kergoat est co-réalisateur du film *les Nouveaux Chiens de garde*, en salle actuellement. Tiré du livre du même titre de Serge Halimi, ce documentaire met en lumière la collusion entre pouvoirs politique, économique et médiatique.

**Pourquoi ce film, près de quinze ans après la parution du livre de Serge Halimi? Quels objectifs vous êtes-vous donnés?**

Pourquoi ce film? Parce que rien n'a changé, ou si peu, depuis la publication des *Nouveaux Chiens de garde* en 1997. Et on devrait même dire que ces quinze dernières années ont donné pleinement raison à Serge Halimi en confirmant l'un des points cruciaux de son analyse : comme la finance de marché, les journalistes dominants et autres experts économiques bénéficient d'une totale irresponsabilité. Ils peuvent passer leur temps à tromper et à se tromper sans jamais avoir à rendre de comptes. [...] L'irresponsabilité de ces éditocrates est donc à la mesure de leur pouvoir. Ce qui rejoint notre objectif quand nous avons décidé de faire ce film : proposer un état des lieux critique du pouvoir que détient la petite caste de directeurs de rédaction, présentateurs-intervieweurs, éditorialistes et experts, un pouvoir sur les médias et qui s'exerce à travers les médias. Ils se font passer pour un « quadruple pouvoir », indépendant des autres, mais se trouvent en fait en collusion claire avec les pouvoirs économique et politique. C'est d'ailleurs ce que matérialise le fameux « dîner du Siècle », où se réunissent chaque mois barons de la finance et de l'industrie, ténors de la politique (de « gauche » comme de droite), intellectuels de cour et journalistes dominants.

**Vous montrez très bien la fonction conservatrice des grands médias, qui ont joué et jouent un rôle crucial dans la fabrique du consentement aux politiques libérales. Pourquoi est-ce si difficile selon vous, y compris au sein de la gauche radicale, de faire entendre cette critique des médias?**

Justement parce que les médias détiennent un pouvoir. Or, ce pouvoir s'appuie aussi sur la monopolisation, par les journalistes dominants, de toute critique portée contre les médias. Ces journalistes décident en bonne partie du périmètre légitime de la critique des médias, et les seules critiques qui ont droit de cité portent généralement sur des faits passés, et s'en tiennent à rappeler des règles de déontologie. [...] Plus profondément, jamais n'est pointé du doigt dans les grands médias le pouvoir de cette poignée de gens de médias, et leur collusion avec les pouvoirs en place. [...] Mais pour répondre plus directement à ta question : si la gauche radicale a peur de s'attaquer aux médias, c'est sans doute parce qu'elle a peur de s'en voir interdire l'accès. Notre avis c'est, au contraire, qu'il faut profiter de chaque passage dans les grands médias – ils sont obligés d'inviter les porte-parole des partis contestataires de temps à autre – pour pointer la fonction conservatrice qu'ils accomplissent. L'un des effets du jeu médiatique, et du fait d'accepter de s'y plier sans en contester les règles, c'est la personnalisation des combats collectifs. Or, évidemment cela a des effets sur la manière dont les gens vont concevoir l'action politique, comme quelque chose qui ne leur appartient pas, comme un domaine réservé à ceux qui en font profession. C'est ce qu'avait d'ailleurs bien pointé la lettre publiée par Olivier Besancenot à propos de sa non-candidature, en revenant sur les impasses d'une médiatisation à outrance et non critique du rôle que jouent les médias vis-à-vis de ceux qui contestent l'ordre des choses.

**Est-ce que la presse alternative, notamment la presse militante, constitue selon vous une alternative au système que vous décrivez?**

On ne peut qu'encourager la presse alternative, la presse militante, la presse syndicale, tout ce qui permet de mettre un grain de sable dans la machine. Ne serait-ce que parce qu'à l'heure actuelle, la situation dans la grande presse est dramatique. Qu'il s'agisse d'indépendance ou de pluralisme politique, la crise n'a pas du tout changé la donne : c'est toujours aux mêmes prétendus experts et aux mêmes journalistes dominants qu'on demande des « analyses » et des « solutions », et les seuls partis qui peuvent s'exprimer régulièrement dans les médias (en dehors des campagnes électorales) sont l'UMP et le PS. Là encore, on ne voit pas pourquoi les choses changeraient, puisque rien ne contraint au changement ceux qui tiennent les rênes. Donc il faut effectivement soutenir la presse indépendante. Mais ça ne peut pas suffire : il est illusoire de penser qu'on en finit avec le pouvoir médiatique en lisant (ou en incitant à lire) *Le Monde diplomatique*, *Fakir* ou *Tout est à nous!* Pour caricaturer un peu, c'est un peu comme penser qu'on en finit avec le pouvoir de la télévision en jetant sa télévision par la fenêtre. Il faut donc proposer une alternative politique, sur la question des médias autant que sur celles de la finance ou des institutions par exemple. [...] Si l'on considère que l'information est un bien public, la question des médias apparaît comme une question de salut public, sur laquelle la gauche radicale doit évidemment avoir des choses à dire, y compris dans les médias.

ENTRETIEN EN VERSION LONGUE SUR  
www.npa2009.org



Le NPA est confronté aux règles des médias dominants, comme ici avec Philippe Poutou invité dans l'émission de Michel Field sur LCI. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

# Derrière la confiance de ceux d'en haut

Forum économique mondial à Davos, rapports du FMI et de l'Organisation internationale du travail, annonces de Nicolas Sarkozy, traité européen : les derniers jours ont été fertiles en événements plus ou moins significatifs.

Chez les puissants du monde réunis à Davos ce week-end, il y avait ce que le journal économique *les Échos* du 30 janvier qualifie de minces lueurs d'espoir. De son côté, Nicolas Sarkozy affirmait lors de son show télévisé du 29 janvier : « La crise financière s'apaise. L'Europe n'est plus, de ce point de vue, au bord du gouffre. Il faut maintenant consacrer tous nos efforts à la résolution de la crise économique ».

Sans vouloir jouer les prophètes de malheur, on peut remarquer le contraste entre ce climat du week-end et le rapport du FMI publié seulement cinq jours avant (le 24 janvier) qui mettait l'accent sur les risques de la situation mondiale et confirmait l'entrée en récession de la zone euro. Le gouvernement français vient d'ailleurs par la bouche de François Fillon d'entériner ce que disent tous les économistes en ramenant à 0,5% sa prévision de croissance pour 2012 (le FMI est à 0,2%).

En fait, le yo-yo continue : un jour, c'est supposé aller mieux, le lendemain la catastrophe est à nos portes. Les dirigeants naviguent à vue sans aucune capacité ni volonté de briser la spéculation financière et le projet de Nicolas Sarkozy d'une pseudo-taxe sur les transactions en est l'illustration. Comme le dit justement Luc Lamprolière, directeur d'Oxfam France, cette annonce « répond en réalité aux attentes des lobbys financiers ». Un seul point fait l'unanimité chez ceux d'en haut, notamment les dirigeants européens : la priorité est à la remise en ordre des finances publiques et aux réformes de la protection sociale et du code du travail dans le sens d'un affaiblissement des garanties collectives. En témoigne l'adoption lundi 30 janvier à Bruxelles du « traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire »



qui entérine la « règle d'or » sur les déficits budgétaires avec des sanctions quasi automatiques en cas de non-respect. De plus, les gouvernements s'engagent à faire connaître à l'avance « toute réforme économique majeure ».

Les dirigeants accroissent ainsi le risque d'une identification entre Europe et imposition de politiques antisociales. Même si elle ne paraît pas devoir être retenue, l'idée allemande de la nomination en Grèce d'un « commissaire européen au Budget » doté d'un pouvoir de veto sur les décisions en matière de dépenses et de fiscalité est l'illustration de cette dérive folle. Le nouveau traité, après ceux de Lisbonne et de Maastricht, risque d'attiser les fantasmes nationalistes. La dénonciation de ces textes est certes un des axes de la campagne présidentielle du NPA. Mais, cela va de pair avec le

rappel de notre attachement à la construction d'une Europe sociale et écologique, et avec la dénonciation des solutions nationalistes.

## Toujours plus de pauvres

Par ailleurs, aux refrains sans doute temporaires sur le répit dans la crise, nous pourrions opposer entre autres les constats de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans son rapport sur les « tendances mondiales de l'emploi » publié le 24 janvier, l'OIT estime en effet que le monde compte 27 millions de chômeurs de plus depuis le début de la crise en 2008 (ce qui en porte le nombre total à environ 200 millions). Et tous les ans, près de 40 millions de personnes viennent grossir les rangs de ceux qui cherchent un emploi, indique le rapport. Autre constat alarmant : la hausse du nombre de travailleurEs pauvres

dans le monde. Près de 900 millions de travailleurEs vivent sous le seuil de pauvreté fixé par la Banque mondiale, soit avec moins de 2 dollars par jour. Ils sont 55 millions de plus qu'avant la crise de 2008. Et la moitié de ces 900 millions de personnes vivent sous le seuil de l'extrême pauvreté, soit avec moins de 1,25 dollar par jour. Pour ce qui de l'Union européenne, le rapport met l'accent sur les sombres perspectives pour l'emploi et le chômage du fait de la généralisation des mesures d'austérité. Confirmant ainsi le constat fait antérieurement par l'Insee d'une baisse de l'emploi dans la zone euro de 3 millions de postes entre 2008 et 2011 (de 149,7 à 146,8 millions) dont 2,1 millions dans l'industrie.

Henri Wilno



Par Jean-François Cabral

## Il n'y aura pas de trêve électorale !

Dans un contexte de crise économique aiguë, les dernières annonces de Sarkozy résonnent comme un avertissement : il n'y aura pas de trêve, ni pour le patronat qui continue à licencier ni pour le candidat-président qui a choisi délibérément de ne faire aucune pause dans l'annonce de nouvelles mesures d'austérité. C'est un choix qui condamne le monde du travail, l'ensemble des classes populaires, à la lucidité : non seulement nous n'avons pas à attendre grand-chose de l'issue des présidentielles – même si tout le monde aspire à déloger Sarkozy – mais ce serait nous mettre encore plus en difficulté si nous ne faisons pas tout pour reprendre l'initiative sans attendre sur le terrain des luttes.

De ce point de vue, la réussite de la mobilisation des enseignantEs le 31 janvier est un encouragement. C'est la troisième journée nationale depuis la rentrée de septembre. Une succession qui nous interroge bien sûr sur l'efficacité de journées sans lendemain mais qui reste malgré tout la bienvenue en cette période. Car il existe à côté de nombreuses mobilisations souvent dispersées mais bien réelles, malheureusement peu visibles.

Or, entre les annonces de suppressions massives de personnels qui se précisent à cette époque de l'année, le gel des salaires, la nouvelle journée de carence en cas d'absence, et l'annonce d'un management sur le modèle du privé par les chefs d'établissement, la poursuite des réformes qui modifient profondément l'organisation et le sens des études, il y a un mélange potentiellement explosif qui appelle à poursuivre et élargir les résistances, tout en soulignant les particularités de la période : une combinaison d'attaques immédiates contre le niveau de vie et les conditions de travail, et des réformes beaucoup plus profondes des rapports salariaux, comme sur l'avenir des services publics, en particulier pour l'Éducation nationale que l'on voudrait soumettre au diktat patronal.

L'enjeu est bien politique. C'est justement le sens de notre campagne anticapitaliste qui se nourrit de toutes ces mobilisations pour mieux les encourager. Faisons en sorte qu'il n'y ait pas de trêve pour les luttes !

## Main basse sur le ciel

Le patronat du transport aérien vient de lancer de nouvelles attaques contre les travailleurEs du secteur. D'abord, la semaine dernière, avec le vote d'une loi antigrève. Celle-ci oblige les salariéEs à se déclarer en grève 48 heures à l'avance. Et ils/elles ne pourront changer d'avis moins de 24 heures avant. Loi scélérate, inspirée par celle appliquée depuis plusieurs années à la SNCF, elle va servir de moyen de pression, notamment dans les entreprises où les travailleurEs sont payés au Smic, ont des emplois précaires et connaissent les conditions de travail les plus difficiles.

Ces petites entreprises représentent la majorité des salariéEs du secteur : hôtellerie, nettoyage, assistance au sol, sûreté. Ainsi à Roissy, près de 100 000 salariéEs se répartissent dans 4 000 entreprises, majoritairement sous-traitantes d'Air France, Aéroports de Paris et des autres compagnies.

Alors que les différents gouvernements privatisent le secteur aérien depuis 20 ans, l'actuel invoque aujourd'hui les obligations de service public auxquelles devraient se soumettre les salariéEs. Pourtant, ces salariéEs relèvent du code du travail, dans lequel le droit de grève est un droit individuel qui peut s'exercer à tout moment pour faire aboutir une revendication. Cette loi est une atteinte au code. Le patronat du secteur veut avoir le beurre et l'argent du beurre : invoquer le service public pour précariser encore davantage des salariéEs de petites entreprises.

La loi vise aussi à donner un moyen supplémentaire aux patrons pour briser la grève en mobilisant des cadres ou en affrétant des vols comme cela s'est fait massivement en octobre dernier pour la grève des hôtesses et stewards. L'ensemble des syndicats de l'aérien appellent à la grève le 6 février pour s'opposer à cette loi.

À Air France/KLM, un des premiers groupes mondiaux de transport aérien, l'heure est à une remise en cause des emplois et des acquis. Alors que le transport aérien continue de progresser de 5% par an, les dirigeants invoquent la crise pour augmenter les marges de productivité dans un secteur traditionnellement peu attractif pour les capitalistes. Ils veulent baisser la masse salariale. La nomination de Juniac, proche de Sarkozy, aux côtés de Spinetta, scelle l'alliance de deux hauts fonctionnaires tout dévoués aux politiques néolibérales.

Alors que le groupe a investi plus d'un milliard d'euros en 2011, les patrons veulent réaliser le même montant d'économie en diminuant les emplois, bloquant les salaires pendant deux ans, supprimant des congés. Ils remettent en cause les accords d'entreprise pour tous les personnels sol et navigants : dans le collimateur, développer la

flexibilité et diminuer les majorations salariales (heures de nuit, dimanche et fériés), augmenter le temps de travail. Le « grave » contexte économique n'a pas empêché le nouveau PDG d'être gratifié dès son arrivée d'un modeste salaire annuel de 900 000 euros, ce qui indigné les salariéEs qui, de leur côté, devraient voir une perte de leur salaire de près de 10% en quatre ans face à l'inflation ! La majorité des dirigeants syndicaux de l'entreprise suivent aujourd'hui le discours de la direction sur les « sacrifices nécessaires ». Gageons que dans beaucoup de secteurs de l'entreprise, les salariéEs ne seront pas dupes de cette attaque frontale. Et se batront pour leurs acquis.

Correspondant



## En campagne

### Les retraites au cœur du débat

Philippe Poutou et le NPA étaient invités, avec toutes les organisations qui avaient participé aux mobilisations de 2010 contre la réforme de Sarkozy-Fillon, au meeting CGT sur les retraites au Zénith.

Plusieurs semaines de préparation ont permis à la CGT de réunir au Zénith de Paris, 6 000 militantEs particulièrement remontés contre le gouvernement. Par cette démonstration, la CGT veut affirmer clairement sa posture anti-Sarkozy. Après une attitude frisant la neutralité au début du quinquennat, la mobilisation sur la contre-réforme des retraites a imposé ce changement de positionnement.

En 1991, Michel Rocard prévoyait que cette question était susceptible de faire tomber plusieurs gouvernements, et si, dès 1995, cette prédiction se vérifiait, il s'agit aujourd'hui de faire chuter un candidat à la présidence de la République. La question des retraites structure depuis des années les rapports de forces entre les différents gouvernements et le salariat. En 2010, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, affirmait qu'il s'agissait de « la mère » de toutes les réformes. Malgré l'incapacité du mouvement de mobilisation à faire reculer le gouvernement, celle-ci a été une défaite idéologique pour le pouvoir. La contre-réforme a été perçue comme injuste voire injustifiée, et le gouvernement a été discrédité et même délégitimé.

Mais depuis, l'approfondissement de la crise économique est passé sur ces ressentis. Aujourd'hui, la bataille politique est engagée sur la nécessité des efforts que chacun doit faire pour sortir de la crise. Dans ce débat, la question des retraites reste un enjeu essentiel. L'âge de départ à la retraite qui détermine le temps de travail rapporté à l'ensemble d'une vie de salariéE, est un paramètre fondamental dans le temps d'exploitation de la force de travail. C'est en ce sens que le niveau des retraites et des pensions est une partie essentielle du salaire socialisé, c'est-à-dire d'une partie de la richesse produite par notre travail. Cet enjeu, avec les temps de travail hebdomadaire et annuel, sont des points essentiels du contrat social d'un pays, assis sur une histoire et le rapport de forces de la période. C'est ainsi que l'abaissement de l'âge de départ à la retraite à 60 ans par le gouvernement d'union de la gauche en 1981 reste une des mesures emblématiques, marqueur de la volonté des forces politiques qui l'animaient d'avoir une politique sociale différente de la droite.

Les multiples hésitations et reculs des responsables du Parti socialiste d'aujourd'hui, illustrent bien l'importance récurrente de cet enjeu.

Bien sûr, un meeting ne permettra pas de faire reculer le gouvernement. Il faudra reprendre le chemin des grèves et des manifestations pour revenir sur les mesures particulièrement injustes de la contre-réforme. Dans notre campagne, nous rappelons d'abord nos revendications : départ à 60 ans et 55 ans pour les salariéEs soumis à une pénibilité particulière, 37,5 annuités de cotisation intégrant notamment les temps de formation, 75 % du salaire net pour une pension calculée sur la moyenne des dix meilleures années dans le privé et l'indexation sur l'évolution des salaires avec un minima égal au Smic. Parallèlement, nous réaffirmons la possibilité du financement de ces revendications en s'attaquant au profit, notamment en supprimant toutes les exonérations de cotisations sociales et en créant les millions d'emplois qui permettraient d'alimenter les caisses des organismes de retraite. Mais, là comme ailleurs, il ne suffira pas de chasser Sarkozy par les urnes pour imposer nos revendications. C'est dès maintenant que nous devons construire la mobilisation pour les imposer, quels que soient les résultats électoraux.

Robert Pelletier

## François Hollande, des paroles et peu d'actes

Après le discours du Bourget, François Hollande a détaillé jeudi 26 janvier, lors d'une conférence de presse et à la télévision, les « 60 engagements pour la France » qu'il entend mettre en place s'il est élu.

On connaissait déjà depuis plusieurs mois le projet du PS pour 2012, on connaissait aussi le nom du « candidat du changement », voici donc maintenant le programme qui va « donner du sens à l'austérité »...

### La relance des entreprises...

Celui qui s'est présenté au Bourget comme l'adversaire du monde de la finance nous présente ses mesures offensives... avant tout pour réduire les déficits publics. L'objectif est de les ramener à 3% dès 2012 puis à 0% en 2017. Pour cela, les bonnes vieilles recettes pour relancer la croissance sont ressorties, notamment en augmentant la compétitivité des entreprises. Création d'une banque publique d'investissement, aides publiques et allègements fiscaux orientés vers « les entreprises [...] offensives à l'exportation », et mise en place de trois taux d'imposition différents sur les sociétés : 30% pour les PME, 15% pour les très petites entreprises et 35% pour les grandes entreprises (moins de 2% d'augmentation par rapport au taux actuel). On est bien loin des 50% d'imposition sur les bénéfices des grandes entreprises qui existaient encore en France en 1985. Dis-moi qui tu aides et je te dirai qui tu es.

### ... mais pas celle de l'emploi

En créant 150 000 emplois d'avenir pour l'insertion des jeunes, sa prétendue priorité, Hollande divise par deux le nombre prévu dans le projet présidentiel de son parti. De plus, il confirme les 60 000 emplois dans l'éducation, mais il s'agit de redéploiements de postes pris dans d'autres fonctions publiques. Car sur les 30 000 départs à la retraite annuels non remplacés actuellement, 12 000 deviendront donc des « créations » annuelles de postes dans l'éducation et 1 000 autres dans la police et la justice. 17 000 départs seront donc non remplacés dans la fonction publique chaque année. On réduit l'hémorragie mais



(PHOTO THÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

elle continuera, c'est promis...

Et surtout, Hollande ne propose rien pour augmenter le Smic, rien pour les salaires, pensions et minima sociaux, pourtant la première urgence pour des millions de salariéEs et pour l'ensemble de la population.

### Défaire ce qu'a fait la droite ?

Car le fond du problème, c'est que le candidat qui promet que « le changement c'est maintenant » ne s'engage pas à défaire ce que Sarkozy et ses amis nous ont imposé depuis plusieurs années.

Ainsi, au niveau de la fiscalité, s'il promet de s'en prendre à quelques niches fiscales qu'il entend réduire, il veut créer une nouvelle tranche supérieure pour l'impôt sur le revenu qui ne concernerait que les 0,5% les plus riches, c'est bien loin de la « révolution fiscale » promise.

Au niveau des retraites, une des mobilisations emblématiques du quinquennat de Sarkozy, Hollande défend la retraite à 60 ans... pour celles et ceux qui auront leur 41 annuités, avalisant au passage le

recul fondamental du nombre d'annuités imposé par la droite aux salariéEs du public comme du privé.

Enfin, sur le terrain de l'écologie, c'est morne pleine. La catastrophe de Fukushima n'a pas atteint un Parti socialiste qui se contente de proposer la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% à 50% « à l'horizon 2025 », tout en achevant - évidemment - la construction de l'EPR de Flamanville. Alors, si le programme de Hollande propose quelques avancées sociétales comme le mariage homosexuel et le droit de vote des étrangers aux élections municipales, soyons convaincuEs que ce n'est pas cette gauche-là qui améliorera sensiblement le sort du plus grand nombre. Et en mai 2012, une fois Sarkozy chassé - ce que celui-ci aura bien mérité - il faudra résolument construire une opposition anticapitaliste et populaire à ce que nous promet aujourd'hui Hollande.

Manu Bichindaritz

## Échos de campagne

### La campagne est bien lancée à Marseille

Voilà bien longtemps que le NPA n'avait pas été aussi présent dans la région de Marseille. Une active campagne dans la ville et le département, dans les lycées et les facs, dans nos boîtes, l'existence d'un comité de soutien, ont popularisé le meeting de notre candidat, le 27 janvier, et assuré à sa venue un large écho.

Loin d'être inconnu, les diffusions de tracts nous ont montré que le candidat de notre parti se fait sa place peu à peu. Près de 250 personnes, dont de

nombreux jeunes, sont venues écouter nos camarades retracer la situation internationale à partir des révolutions arabes, faire le point sur les quartiers populaires ainsi que sur les violences policières qui se multiplient. Et rappeler les dégâts des contre-réformes sarkozystes chez les jeunes étudiantEs et/ou salariéEs. Un salarié de Fralib, emblème des luttes contre les licenciements et les délocalisations, est intervenu à la tribune pour réitérer leur détermination à se battre pour conserver leur outil de travail et tous les

emplois face à Unilever. Pour défendre le niveau de vie des travailleurs et de la jeunesse face aux conséquences de la crise, Philippe Poutou a développé le programme d'urgence du NPA, qui s'articule autour d'un bouclier social (interdiction des licenciements notamment) et l'annulation de la dette au nom de laquelle les plans d'austérité sont conçus. Et insisté sur la nécessité de l'intervention consciente des travailleurEs pour imposer des mesures qui entrent en contradiction avec la propriété capitaliste. Philippe

a conclu sur l'importance de dégager Sarkozy, ce qui commence maintenant par une riposte unitaire pour empêcher l'instauration de la TVA (anti) sociale. Une discussion intéressante s'en est ensuite suivie avec la salle.

Au final, ce meeting réussi est une preuve supplémentaire de l'utilité d'une candidature anticapitaliste et indépendante des institutions pour affronter la période qui vient.

Coordination de campagne 13

# La question des licenciements et du chômage au cœur de la campagne

Les liquidations d'entreprises se multiplient. Certaines, comme Lejaby, peuvent devenir des symboles politiques majeurs.

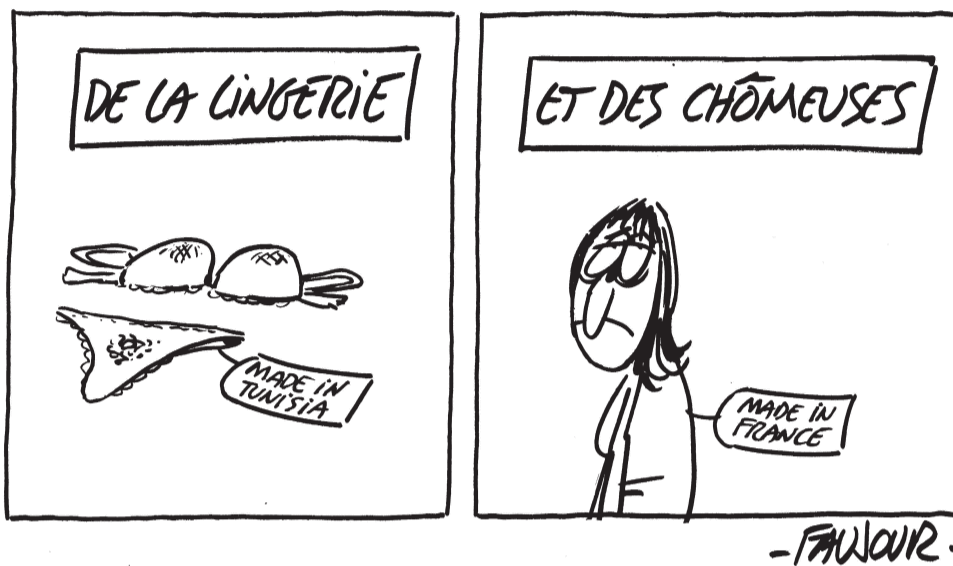
Sarkozy commente : «*La France se vide de son sang industriel, il faut garrotter.*» Mais que fait-il? Il a laissé couler SeaFrance, qui appartient à l'État lui-même, via la SNCF. Alors pour les entreprises privées... Le sommet «social» du 18 janvier n'a d'ailleurs accouché de rien, en attendant... la TVA sociale. Et Hollande? Il aurait fait un virage à gauche... Mais qui peut citer une seule mesure concrète et rapide pour empêcher les licenciements? À Gandrange, il a dénoncé les promesses non tenues de Sarkozy, sans en faire aucune. Et les défenseurs du «made in France»? Des «visas sociaux et environnementaux» pour Mélenchon (outre une loi pour l'interdiction des licenciements boursiers). Pour Bayrou, les ouvrières de Lejaby garderaient leur boulot si les Français mettaient «deux euros de plus» dans l'achat de leur soutien-gorge. Marine Le Pen? Elle dénonce surtout 10% des licenciements, ceux qu'entraînent les délocalisations. Elle n'est pas pour interdire quoi que ce soit aux patrons qui les décident. Elle ne propose qu'une mesure fumeuse de taxe aux frontières, pour des lendemains incertains... et si le patronat y trouve son compte.

C'est qu'ils ne vivent pas ces licenciements comme une urgence. Ils respectent avant tout les fondements de ce système, le droit du patronat de licencier et de placer ses capitaux où bon lui semble. Pourtant l'émotion est grande dans le pays : Hollande s'est décidé à envoyer Montebourg pour chercher une solution industrielle, «dans le haut de gamme». Inquiet (des sondages), Sarkozy envoie alors Wauquiez. Suspense : lequel dénichera le repreneur miracle, et combien de millions d'euros de subventions lui proposeront-ils?

Ce cirque doit s'arrêter. Un million de chômeurs en plus depuis 2007, ça suffit! Il faut maintenant interdire les licenciements, garantir à toutes et tous un emploi par la répartition, le partage du travail. Mais voilà un problème central de notre campagne : comment montrer que cette revendication n'est pas utopique, mais concrète et immédiate?

Dans le cas de SeaFrance, l'État doit maintenir cette entreprise de transports publics et considérer les salariéEs comme des fonctionnaires. BNP Paribas, qui vit aux crochets de l'État et qui a des milliards en caisse, doit garantir l'emploi de tous les salariés de Cofinoga, sa filiale qui en supprime plus de 400. Chez Lejaby, il faut empêcher le patron requin d'empocher sa mise. La marque Lejaby doit être confisquée par les autorités et donnée aux ouvrières et salariéEs, en toute «propriété intellectuelle». Lejaby, c'est elles. Il faut une commission d'enquête sur les comptes,

## LEJABY DIVERSIFIE SA PRODUCTION



sous le contrôle des salariéEs, qui pourrait choisir des experts payés par l'État : quels sont les profits réalisés par le repreneur et les anciens patrons, depuis environ dix ans? Et l'argent empoché par les actionnaires et les banques? Il doit revenir aux ouvrières. Il y a de quoi maintenir leur contrat de travail, largement.

Il faut réquisitionner ces entreprises, en faire des régies publiques, sous le contrôle des salariéEs. Est-il possible d'imposer ces mesures? Il faut espérer une véritable explosion sociale en 2012. Or celle-ci n'a rien d'un grand soir. Elle est à construire. Les SeaFrance, les Lejaby, peuvent lutter ensemble, avoir le soutien de la population. Il est vital que les salariéEs frappés par les licenciements s'unissent pour faire un front commun pour leur interdiction. C'est ce qui rendrait possible un mouvement d'ensemble, capable d'arracher les indemnités de licenciements les plus élevées possible (objectif d'autant plus accessible que le pouvoir et le patronat craignent l'extension de la révolte), comme avaient réussi à le faire ceux de Continental en 2009, mais même, au-delà, d'imposer la fin des licenciements.

Il faut aussi pour cela lutter contre la démagogie nationaliste. Les discours protectionnistes ont le vent en poupe. Il y a là une pression politique exercée par le Front national. Il y a aussi la façon dont le capital ne cesse de mettre toujours davantage en concurrence les travailleurEs (et les systèmes sociaux) de tous les pays. Et l'épuisement des

fadaises libre-échangistes sur la «mondialisation heureuse». Or c'est un poison pour les travailleurEs, un puissant ferment de division.

Nous sommes pour l'interdiction de tous les licenciements, y compris bien sûr quand ils prennent la forme de délocalisations. Pas parce qu'il faudrait «produire français» et faire ainsi la guerre économique aux autres peuples. Ce genre de guerre, ce sont toujours les travailleurEs qui y perdent leur peau. Un jour, des patrons nous disent de faire des sacrifices au nom de l'inéluctable mondialisation, un jour, d'autres (ou les mêmes) nous diront de faire des sacrifices au nom du protectionnisme, par exemple en payant une TVA «sociale». Les délocalisations ne sont qu'une partie des licenciements. La source du chômage ce n'est pas le «coût du travail». Le «capitalisme national» ne nous préservera pas du chômage. Pas plus d'ailleurs que toutes les réformes libérales pour être plus «compétitifs».

Nous sommes pour interdire tous les licenciements, et immédiatement, que ce soit des délocalisations vers la Chine, la Tunisie ou l'Auvergne, ou des restructurations «immobiles» pour rentabiliser les entreprises. Pour nier le droit des capitalistes à faire ce qu'ils veulent de «leurs entreprises» et des masses de profits accumulées hier et aujourd'hui, et qui, pour nous, appartiennent à celles et ceux qui les ont produites.

Yann Cézard

## Poutou dans le Poitou!

Le SAV des émissions d'Omar et Fred a plaisanté sur l'affaire, Philippe Poutou, candidat du NPA était le 23 Janvier à Poitiers pour une réunion publique organisée par les deux comités poitevins (le comité ville et le comité jeunes). Une salle de 100 places avait été prévue pour sa venue, environ 120 personnes ont assisté à cette réunion. Public jeune, fortement féminisé, inconnu des militantEs dans la majorité des cas... une réussite à tous les niveaux! Après quatre interventions, sur le local, le féminisme, la jeunesse et l'intervention de Philippe Poutou, un débat c'est ensuite mis en place dans la salle. Pendant les discours, les intervenantEs se sont parfois fait couper par des

applaudissements, après l'annonce notamment de notre élue locale du travail quotidien qu'elle accompliten temps qu'élue indépendante et opposée à la gauche et à la droite, ou encore à l'annonce de la volonté de dégager Sarkozy!

Les débats quant à eux se sont déclinés en deux temps : le programme d'urgence et la nécessité de l'unité et de l'indépendance vis-à-vis du social-libéralisme.

Philippe Poutou et les camarades présentEs à la tribune ont su défendre collectivement cette idée de développer une campagne politique qui soit capable de mettre en avant notre programme d'urgence tout en bataillant à chaque instant pour créer l'unité la plus large de touTEs les anticapitalistes.

À Poitiers, les 99% ont raison des tendances du NPA et nous débattons en avançant, laissant à l'action politique le loisir de régler nos différends stratégiques.

Les législatives qui suivront cette campagne seront, elles aussi, un temps fort pour le NPA. Dans la Vienne, nous cherchons, avec la campagne Poutou et nos actions quotidiennes, à

regrouper le plus largement possible pour ces échéances, en espérant que cette logique touche l'ensemble du parti.

La campagne Poutou est-elle lancée? Certainement. Philippe Poutou est-il audible dans la population? Ici, c'est une évidence!

Correspondant



## Agenda

### MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

**Jeudi 2 février, Strasbourg.**  
Réunion publique à 20h30, salle A, Maison des syndicats, 1 rue Sédillot.

**Vendredi 3 février, Besançon.**  
Réunion publique à 20 heures au Kursaal, place du Théâtre.

**Mardi 7 février, Montpellier.**  
Réunion publique à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret, espace Pitot, place du Professeur-Mirouze.

**Mardi 21 février, Beauvais.**  
Meeting à 19h30, amphithéâtre du Pré-Martinet.

**Mardi 28 février, Brest.**  
Réunion publique à 20h30 Salle des syndicats, rue de l'Observatoire.

### MEETINGS AVEC CHRISTINE POUPIN

**Jeudi 2 février, Saint-Nazaire.**  
Réunion publique à 20 heures, salle l'Agora, Maison des associations, 2 bis, avenue Albert de Mun.

### MEETINGS AVEC OLIVIER BESANCENOT

**Vendredi 10 février, Meudon.**  
Réunion publique à 20 heures, école Perrault-Brossolette, 177, avenue de Verdun.

**Mardi 14 février, Paris 19<sup>e</sup>.**  
Réunion publique.

### LA CAMPAGNE DANS LES MÉDIAS

**Samedi 4 février.**  
France Inter, «Les jeunes dans la présidentielle», à partir de 8h40.

**Mardi 7 février.**  
RFI, à partir de 8h20.

À SUIVRE SUR  
[www.poutou2012.org](http://www.poutou2012.org)

# Les ATTAQUES de la

Le 29 janvier dernier, Sarkozy monopolisait neuf chaînes de télévision (pour être sûr de dépasser l'audience de Hollande, le jeudi précédent?), pour détailler les mesures qu'il envisageait. Comme d'habitude, après avoir convoqué patronat et syndicats pour dialoguer au cours d'un sommet social transformé en sommet de crise, il s'est assis sur l'opposition des syndicats à la TVA sociale. Car c'est bien la conception du « dialogue social » du président. Et comme on pouvait s'en douter, les mesures qu'il a retenues rivalisent entre attaques contre les salariéEs et annonces fumeuses. Ainsi, pour ne prendre que deux exemples, il a tranché sur la « TVA sociale ». Non seulement, il compte la mettre en œuvre, mais les réductions de cotisations sociales ne s'appliqueront que sur la part patronale. Autrement dit, les salariéEs vont payer comme consommateurs, le cadeau de l'État aux patrons... Quant aux logements prétendus cause nationale, le prestidigitateur (de bas niveau) a sorti de son chapeau un très joli lapin, l'augmentation du coefficient d'occupation des sols qui fera augmenter le prix du foncier au grand bénéfice des promoteurs et au grand dam des défenseurs de l'environnement. Quelques mois avant la fin souhaitée par la majorité de la population de son mandat, Sarkozy accélère le rythme des attaques... Pour donner des gages aux patrons? En tout cas, les travailleurEs ne sont pas dupes.

## TVA antisociale, mobilisation immédiate!

Comme prévu, l'augmentation de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) pour financer la protection sociale, en remplacement des cotisations patronales, a été l'une des principales annonces de l'intervention présidentielle. Les vœux du Medef sont exaucés : les patrons seront totalement ou partiellement exonérés du financement des allocations familiales sur les salaires allant de 1,6 à 2,1 fois le Smic. En contrepartie, le taux dit « normal » de la TVA qui était de 19,6% passera à 21,2%. Cette augmentation de 1,6% ne s'appliquera pas à la TVA à taux réduit sur certains produits de première nécessité qui vient déjà de passer de 5,5 à 7%. Ce sont 13 milliards de cadeaux supplémentaires, qui sont ainsi faits aux patrons, sous couvert de « compétitivité » et de « baisse du coût du travail ». Ils s'ajouteront aux 31 milliards d'exonération dont ils bénéficient déjà.

### BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT

C'est une nouvelle ponction sur le pouvoir d'achat des salariéEs et des classes populaires, dont les salaires et pensions n'augmentent pas, et qui vont payer plus cher leurs achats. De fait, c'est un nouveau plan d'austérité qui n'ose pas dire son nom. Pour faire bonne mesure et montrer qu'il « s'attaque » aussi à la finance, Sarkozy annonce une hausse de deux points de la CSG (Contribution sociale généralisée) sur les revenus financiers. Les deux journalistes économiques ultralibéraux (François Lenglet de BFM et Jean-Marc Sylvestre de i-Télé) assistant à l'entretien ne cachaient guère leur scepticisme face aux annonces présidentielles.

Même à droite, on s'interroge sur l'efficacité de la « TVA sociale » dont la première conséquence risque d'être de plomber un peu plus la consommation en réduisant le pouvoir d'achat. Personne ne croit vraiment au conte de fées de Sarkozy, laissant penser que les patrons vertueux répercuteront la baisse des cotisations sur les prix. Chacun sait au contraire qu'ils commenceront par augmenter leurs marges.

### SALAIRE SOCIALISÉ

Toute la démonstration de Sarkozy consistait à opposer le « bon salaire net » qui doit être protégé... et les « mauvaises charges sociales » qui pèsent sur les entreprises et doivent être diminuées ou supprimées.

Piteux numéro d'illusionniste : car les cotisations sociales sont une partie du salaire, le salaire dit « socialisé », c'est-à-dire mis en commun, qui sert à financer les retraites, la maladie, les allocations familiales ou l'indemnisation du chômage. « Est-il normal que les entreprises financent nos politiques familiales ? » n'a cessé de répéter le président-candidat, au cours de son intervention. Demain, il ajoutera « est-il normal que les entreprises financent des retraités qui ne travaillent plus? des travailleurs malades qui ne sont pas à leur poste de travail? des femmes qui cessent de produire parce qu'elles attendent un enfant? ou des chômeurs? »

C'est l'un des grands acquis des luttes des salariés d'avoir imposé que du salaire, versé directement par les employeurs, rémunère des besoins sociaux fondamentaux, comme l'éducation des enfants, la santé, l'indemnisation du chômage ou la retraite.

Les cotisations sociales représentent 400 milliards d'euros, 1/5 de la richesse produite en France. Le rêve du Medef, c'est le retour à un temps où le salaire rémunérait seulement les salariéEs au travail. Les salariéEs hors-emploi relevaient de la charité privée (les Églises ou les « bonnes œuvres ») ou publique (« l'assistance » de l'État). C'est une régression vers cette société là que prépare l'instauration de la TVA antisociale.

### MOBILISATION

Au-delà de l'attaque sur le pouvoir d'achat, c'est l'existence même de la Sécurité sociale et de son financement par les employeurs qui est en jeu. Le projet de loi sur la TVA antisociale est annoncé pour le début du mois de février.

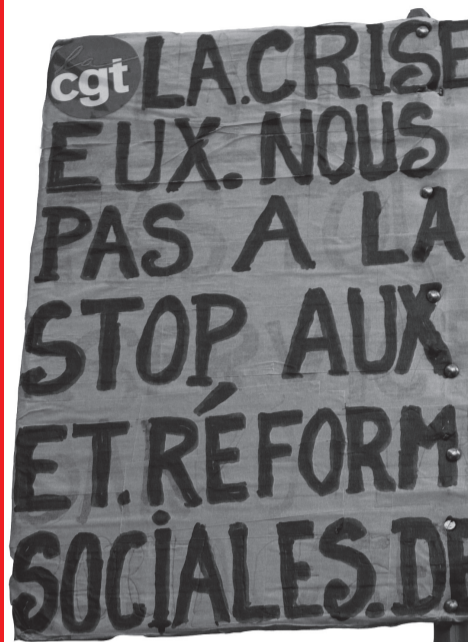
C'est donc tout de suite que la contre-offensive doit s'organiser.

Rien ne serait plus dangereux que de considérer ce projet, comme relevant d'une agitation prélectorale inefficace d'une fin de règne.

Car une fois le dispositif en place, il suffira d'augmenter sous n'importe quel prétexte le taux de la TVA pour exonérer toujours plus le patronat du financement de la protection sociale. Il serait aussi bien hasardeux de miser sur la défaite de Sarkozy et sur l'abrogation de la mesure par son remplaçant.

Il y a au contraire urgence à construire dans les semaines qui viennent une mobilisation de masse unitaire autour d'un unique objectif : le retrait du projet de TVA antisociale.

Jean-Claude Delavigne



## 9 MESURES CHOCS POUR SORTIR DE LA CRISE



### Apprentissage, le malus doublé

Pour l'apprentissage, la montagne a accouché d'une souris : il s'agit d'une modification des modalités de durcissement de la pénalité appliquée aux entreprises n'atteignant pas le quota légal d'apprentis. Doublée pour celles comptant moins de 1% d'apprentis, elle passe à 0,4% de la masse salariale pour les entreprises de 250 à 2 000 salariéEs et à 0,6% pour les plus grosses. Le relèvement, continuera sa progression jusqu'en 2015, de 4 à 5% du quota d'apprentis exigé dans les entreprises de plus de 250 salariéEs. Ces mesures qui doivent entrer en vigueur dès le printemps continueront de permettre aux entreprises d'utiliser, sous prétexte de formation, des jeunes au prix le plus bas.

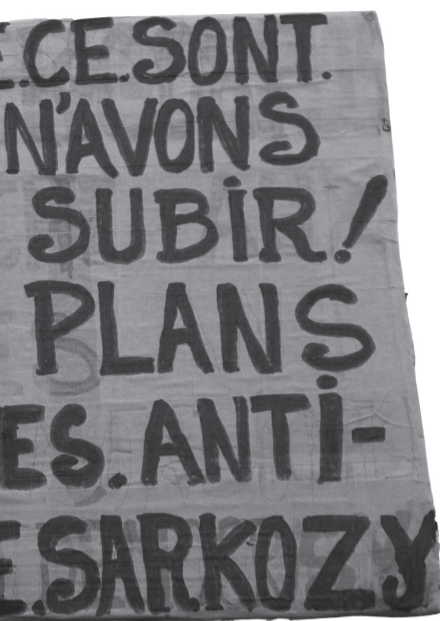


PHOTO THÉQUE ROUGE/TAOUS



(PHOTO THÉQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)



(PHOTO THÉQUE ROUGE/JMB)

## Accords emplois compétitivité, une attaque sans précédent

Si la TVA antisociale fait la une des médias et au est au cœur des débats qui ont suivi la prestation de Sarkozy, la mise en chantier d'une loi permettant de signer des accords «compétitivité-emploi» au niveau des entreprises est une attaque d'une dimension plus importante.

### 100 ANS DE LUTTES BALAYÉS

La casse du code du travail et de tout ce qui fonde les protections collectives est à l'œuvre depuis de nombreuses années. Tout a commencé avec le rapport Virville, en 2004, et ses 50 préconisations qui signifieraient purement et simplement un retour à un rapport d'exploitation digne du XIX<sup>e</sup> siècle. Toutes les avancées liées à 100 ans de luttes sociales menées par les travailleurs seraient balayées d'un seul coup avec le dessaisissement du Parlement de ses prérogatives législatives, la mise sous tutelle des juridictions du travail, une immunité patronale en cas de délit ou d'infraction, la subordination de la loi au contrat, etc. Encouragées par Parisot pour qui «la liberté de penser s'arrête là où commence le code du travail», les attaques contre les droits collectifs se sont depuis multipliées autour notamment du détroitement des lois sur les 35 heures.

Cette fois l'offensive permettrait de franchir un nouveau cap. Il s'agit de permettre qu'un accord d'entreprise signé par un ou plusieurs syndicats représentant plus de 30% des salariéEs, sans opposition d'un ou plusieurs syndicats en représentant plus de 50%, puisse modifier la durée du travail, la rémunération de tous les salariéEs. Si cette possibilité d'accords dérogatoires existe déjà,

le dispositif permettrait, en s'imposant à tous les salariéEs, d'éviter toute contestation sur sa légitimité. L'objectif est clair : donner toute liberté aux employeurs d'augmenter le temps de travail pour le même salaire, de maintenir le temps de travail en baissant le salaire ou même de baisser à la fois le temps de travail et le salaire. Il s'agit d'une flexibilité libérée de toute entrave y compris financière et sans possibilité de refus de la part des salariéEs qui ne bénéficieraient plus des droits du licenciement économique.

### MARCHÉ DE DUPES

Il s'agit là de la destruction d'un droit fondamental du code du travail pour lequel le salaire et le temps de travail, éléments essentiels du contrat de travail, doivent s'inscrire dans un cadre légal, collectif, national et non à la merci de pressions et de chantages, entreprise par entreprise. Ces dispositions sont d'autant plus condamnables que là où de tels accords ont été mis en application, cela n'a garanti l'emploi ni immédiatement ni durablement. Les salariéEs de Bosch, Doux, SEB, Hertz et plus récemment Continental à Clairoux en ont fait l'amère expérience. À chaque fois, des dizaines voire des centaines d'emplois ont été supprimés tout de suite sans empêcher la fermeture définitive et totale du site, comme pour les Conti. Pour l'instant, seules la CGT et FO ont manifesté clairement leur refus de s'engager sur cette voie. La CFDT, si elle accepte que soient négociés certains éléments (prime, repos...) en contrepartie de garanties sur l'emploi, prévient qu'il n'est pas question de déroger à la durée légale du travail

et aux 35 heures. La loi prévoit une négociation obligatoire avec les «partenaires» sociaux avant que de telles dispositions puissent être présentées au Parlement. Fillon laisse entendre qu'il sera probablement difficile de passer en force avant les élections mais envisage des mesures transitoires permettant d'engager le processus.

### FAUT PAS PAYER

Mais quelles que soient les prises de position des centrales syndicales au niveau national, il n'en reste pas moins que si de telles dispositions voyaient le jour, le rapport de forces au niveau des entreprises isolées serait en général beaucoup plus défavorable. Soumises au chantage à l'emploi, des équipes syndicales peu aguerries ou carrément complices du patron au nom de la défense de l'emploi, pourraient être conduites à signer de tels accords notamment dans les PME et la situation serait pire dans les TPE où les salariéEs ne peuvent en général pas s'organiser.

De telles dispositions doivent être combattues de façon intransigeante. Dans le contexte de pression idéologique au regard de la crise économique et des doutes sur les alternatives politiques, nous devons impérativement asseoir notre revendication sur notre refus de payer leur crise. L'interdiction des licenciements, la remise en cause de la dictature patronale sur nos emplois, nos salaires sont mis à l'ordre du jour par la brutalité des attaques. La mobilisation appuyée sur les forces politiques, syndicales, associatives qui s'oppose à cette logique doit s'engager sans attendre.

Robert Pelletier

## Logement, les nouvelles promesses du pas-vraiment-candidat

Dimanche soir, le président Sarkozy n'était pas en campagne... Promis juré ! Et c'est parce qu'il n'est pas en campagne qu'il a déclaré que le logement devait être un axe prioritaire de sa future politique, pour les trois mois le séparant de la fin de son mandat. Les arracheurs de dents mentent, paraît-il, le président-candidat, c'est une certitude, ment comme un arracheur de droits sociaux ! Les promesses de dimanche soir en matière de logement s'ajoutent à celles de 2007 : relèvement des droits à construire de 30%, mise sur le marché de terrains publics afin de faire baisser le coût du foncier... Avant de revenir sur ces propositions, il faut nous attarder sur le bilan de l'UMP et de son chef de gang en matière de logement.

### QUEL BILAN DEPUIS CINQ ANS ?

En 2007, le vraiment candidat Sarkozy défendait «l'accession à la propriété pour tous» et déclarait en 2008 le logement des sans-abri et des mal-logés «chantier national prioritaire». De telles promesses alors que la fondation Abbé-Pierre sort au même moment son nouveau rapport annuel sur le mal-logement annonçant près de 10 millions de mal-logés pourrait prêter à sourire si derrière ces chiffres ne se cachaient des drames humains. La politique du logement du quinquennat du pas-vraiment-candidat Sarkozy, ce sont des Dalo en souffrance, faute de logements suffisants, une baisse des subventions au logement social de type PLUS de 60% entre 2009

et 2010, 800 «maisons à 100 000 euros» vendues 130 000 à 150 000 euros et des coupes claires dans les budgets des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). Une politique au service des plus aisés qui n'encourage en rien la construction mais favorise la spéculation : crédits d'impôt, prêt à taux zéro, allègement de TVA... Les dispositifs d'exonérations fiscales Scellier et Robien ont été pour l'État un manque à gagner de 600 millions d'euros en 2010, la loi Tepa qui permettait de déduire les intérêts d'emprunt, 800 millions d'euros la même année. Une politique au service des intérêts des plus riches, des grands groupes de l'immobilier, une politique de subvention publique à l'investissement privé... Bilan : sur les neuf dernières années, le prix de l'ancien a augmenté de 135%, celui du neuf de 95% et les loyers du secteur privé de 40% ! La crise du logement a largement profité aux amis du président, le nombre de sans-abri est quant à lui passé de 100 000 en 2007 à 130 000 aujourd'hui.

### DES PROPOSITIONS RIDICULES...

Pas un mot lors de son allocation sur ce bilan, de là à y voir un aveu... Mais de nouvelles promesses ! Et semble-t-il une nouvelle prise de conscience du pas vraiment candidat amnésique : le logement doit être un axe politique prioritaire ! Pour cela, deux propositions phares. La première, le relèvement des droits à construire de 30%... sauf décisions contraires des conseils municipaux puisque la

définition des plans locaux d'urbanisme leur appartient. Difficile à appliquer, en outre, puisque la plupart des décisions sont prises en fonction des gabarits, volumes, hauteurs limites plutôt que d'occupation des sols. On peut donc se demander à quoi vont être ajoutés ces 30%. Par ailleurs, il s'agit de l'extension d'une possibilité qui existe déjà pour les bâtiments performants en matière énergétique mis en place par la loi Grenelle 2. Ce qui fait dire à Benoît Hartmann de France nature environnement : «Maintenant, si on fait sauter cette incitation en généralisant cette règle, les promoteurs vont aller sur ce qui leur rapporte le plus». Donc, une mesure qui ne coûte pas un euro et n'engage pas trop les élus UMP, mais qui pourra contenter les propriétaires de pavillon qui pourront ainsi l'agrandir. Deuxième mesure, la mise à disposition de terrains de l'État soit gratuitement, soit à moindre coût sous forme de baux emphytéotiques<sup>1</sup>. Pourquoi ne pas l'avoir fait avant ? et quel type de construction sur ces terrains ? Cerise sur le ghetto, Sarkozy analyse la proposition socialiste d'encadrement des loyers comme «une mesure qui n'a marché nulle part même à l'époque de l'Union soviétique». À croire que pour le président pas encore candidat, François Hollande a le couteau entre les dents et une étoile rouge sur sa chapka... Brrrr !

Max Bess

1. Un bail emphytéotique qui peut durer jusqu'à 99 ans permet au locataire de construire ou reconstruire sur le terrain loué.

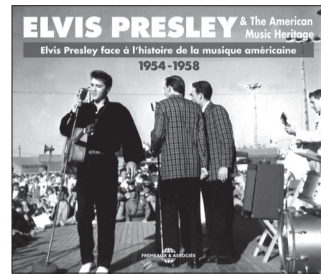


<http://antipub.org/>

« La publicité est ce discours idéologique qui conduit à ne plus voir les réalités de la vie, les valeurs de la vie, les dimensions de l'être, et les êtres eux mêmes, que comme des marchandises qui se produisent et se vendent ». Telle est la citation que l'on peut lire sur le site de l'association Résistance à l'agression publicitaire et qui résume plutôt bien la teneur de leur combat. Luttant contre les effets négatifs des activités publicitaires et dénonçant les procédés destinés à la mise en condition de la personne, les membres du RAP veillent au respect des textes législatifs, les font évoluer contre la nocivité des publicités et œuvrent contre les pratiques commerciales abusives. Une association à soutenir !



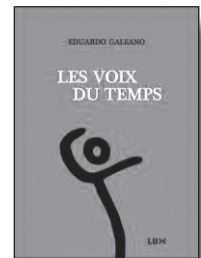
**POLAR**  
**MEXICALI CITY BLUES**  
Gabriel Trujillo Muñoz  
Folio Policier / 4,60 euros  
Retour de l'avocat Morgado pour une nouvelle enquête : il s'agit de retrouver un pilote américain qui a disparu dans une zone désertique alors qu'il s'occupait du recensement de cactus. Une activité sans doute surprenante, mais mise en avant par une obscure organisation écologiste : il s'agit de comptabiliser tous les spécimens de pasacana, sorte de cactus géant qui ressemble à une grande chandelle et présenté comme l'emblème du Mexique. Mais ce ne sont pas des considérations écolos qui poussent Morgado à accepter l'affaire, plutôt l'émotion que provoque la femme du pilote disparu. Car il ne saurait refuser grand-chose à son ancien amour de jeunesse. Et pour elle, il se sent près à affronter les dangers que recèle le désert mexicain !  
**Henri Clément**



**MUSIQUE**  
**ELVIS PRESLEY & THE AMERICAN MUSIC HERITAGE. 1954-1958**  
Frémeaux & Associés  
Alors que le débat sur le téléchargement « illégal » fait rage et que les majors en appellent à toujours plus de répression, une des solutions pour redonner le goût du disque aux jeunes générations ne serait-elle pas de publier des « produits » dotés d'un petit supplément d'âme ? Cette très belle compilation, du très respectable label patrimonial Frémeaux et associés, offre ainsi aux adeptes du zapping de Deezer de remonter les filiations évidentes et influences apocryphes du rock'n'roll. Ou comment un petit blanc de Memphis transforma de fond en comble la culture populaire en reprenant à sa sauce les standards du blues (et notamment du méconnu Arthur Crudup) et de la country. Ici version originale et reprises par le « King » s'enchaînent pour notre plus grand plaisir.  
**King Martov**



**DOC**  
**AU PRIX DU GAZ SILENCE DES MACHINES, PAROLES D'OUVRIERS**  
Karel Pairemaur  
On se rappelle d'avoir entendu parlé, en 2009, de la révolte des ouvriers de l'usine New Fabris, à Châtellerault. On se souvient surtout que le point central de leur rapport de forces se situait dans la menace de faire exploser l'usine avec des bombes de gaz s'ils n'obtenaient pas une prime de 30 000 euros. On retient moins, en revanche, qu'ils luttaient pour leur honneur, pour leur dignité. New Fabris, usine de sous-traitance automobile, notamment pour Renault et PSA, allait fermer ses portes, mettant tous les ouvriers au chômage, dans une région complètement détruite par la désindustrialisation. Ce documentaire redonne la parole aux ouvriers et montre la véritable image de la lutte des classes. Il met en lumière la vie quotidienne de millions de gens, des 99% qui luttent pour vivre, de la fermeture de l'entreprise, jusqu'à la recherche d'un nouvel emploi. Ici les ouvriers ont droit à la parole. Écoutons-les.  
**Alexandre Raguet**



**LIVRE**  
**LES VOIX DU TEMPS**  
Eduardo Galeano  
Lux / 20 euros,  
Les lecteurs de *Tout est à nous* connaissent déjà le parcours et les dons exceptionnels de Galeano, observateur engagé du continent sud-américain, auteur à 30 ans des *Veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971), et aujourd'hui un des écrivains les plus respectés et écoutés de cette partie du monde. Après les remarquables *Paroles vagabondes*, le même éditeur rend accessible au public francophone *Bocas del Tiempo* (2004), livre tout aussi réussi, incisif et charmant à lire comme à relire. Quelque 300 chroniques, illustrées de dessins au trait d'artistes anonymes de la région de Cajamarca au Pérou, recueillies par Alfredo Mires Ortiz et datant parfois de plusieurs millénaires, invitent à méditer sur la « discordance des temps » révélée par notre sinistre époque, à imaginer des temps meilleurs pour tous, et à apprécier le rôle que devra y jouer la poésie, d'après tout ce qu'elle déploie ici d'enchantements et de cocasseries dans son usage de l'analogie.  
**Gilles Bounoure**

## L'essai

### LES FRONTIÈRES DE L'« IDENTITÉ NATIONALE »

**Abdellali Hajjat**  
La Découverte  
337 pages  
25 euros



Dans son dernier ouvrage, Abdellali Hajjat montre que les frontières de l'« identité nationale » sont mouvantes dans l'histoire. Il propose d'abord une socio-histoire du concept d'assimilation, revenant sur la façon dont la politique d'assimilation a prolongé la théorie de la guerre de races, et comment elle a été l'instrument d'une « guerre menée par d'autres moyens ». Ensuite, l'auteur aborde la notion d'« intégration », qui prédomine après les décolonisations dans les discours de la gauche et de la droite parlementaires tandis que l'extrême droite continue de parler d'assimilation. Abdellali Hajjat montre que, dans le même temps, la race est remplacée par des critères socio-culturels et comment en particulier la République devient une « citadelle assiégée devant la montée de l'islamisme ». Il s'engage alors dans une étude ethnographique dans les bureaux de l'administration montrant comment les injonctions gouvernementales autour de la naturalisation sont mises en œuvre au quotidien. Il constate que dans les coulisses de l'État, les personnels de préfecture utilisent les marges de manœuvre que leur permettent les instructions officielles, les « profils » des salariés de l'administration ayant des implications dans les naturalisations. Parmi les questions saillantes, le sociologue s'intéresse particulièrement à la façon dont le hijab ou la polygamie sont devenus des critères dans la naturalisation et la difficulté qu'il y a à distinguer, comme le voudrait le gouvernement, les « bons » des « mauvais » musulmans. Il revient sur le flou des directives, les agents étant censés différencier le voile du foulard, par exemple, mais ne mettant pas forcément les mêmes définitions derrière. Enfin, Hajjat compare les juridictions coloniales et postcoloniales et montre que si la sexualité est toujours un enjeu dans les relations de pouvoir, les deux systèmes sont de nature différente puisque « les candidats en question ont non seulement la possibilité de demander la nationalité française, mais ils disposent de ressources pour contester une décision négative de l'administration ». Alors que l'islamophobie est une des nouvelles formes que prend le racisme, cet ouvrage est indispensable pour comprendre les ressorts idéologiques qui l'informent et les logiques institutionnelles qui le constituent.  
**Vincent Gay, Lisbeth Sal**

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE  
27 rue Taine 75012 Paris / [www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43  
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.

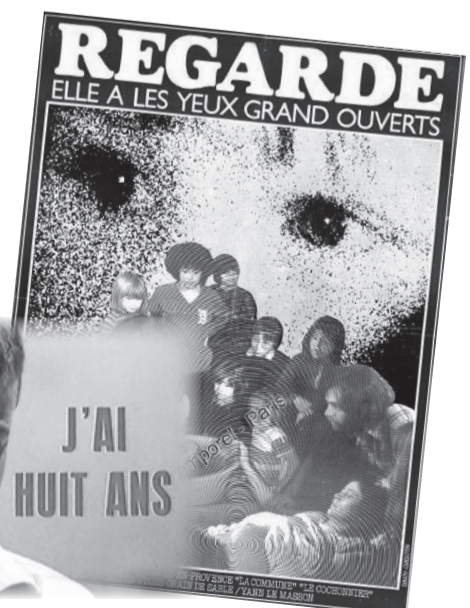
## HOMMAGE Le Masson, artiste sans concession

Yann Le Masson, né à « Brest même », le 27 juin 1930 (à 21h15 précisait-il), est mort sur sa péniche Nistader, à Avignon, le 20 janvier dernier.

Yann Le Masson était tour à tour, souvent en même temps, marinier, chef-opérateur, documentariste militant et enseignant de cinéma à Cuba. Avec une vie aussi riche, on ne s'attardera pas sur sa carrière de chef-opérateur appréciée dans le cinéma commercial qui l'amena à collaborer à plus de 50 films. Fils d'un officier de marine d'extrême droite, il suit des études d'ingénieur puis il sort de l'Idhec (ancêtre de l'actuelle Femis), avec un diplôme de chef-opérateur, en 1955. 1955, c'est le début de la « guerre sans nom » en Algérie. Militant du PCF, il regimbe à appeler la ligne : « être aux côtés des masses » et décide de refuser de partir à la guerre coloniale. Il faudra plusieurs réunions de cellule et la « descente » d'un membre du bureau politique, Raymond Guyot, pour le convaincre de rejoindre son régiment. Officier parachutiste d'août 1955 à avril 1958 dans l'ouest algérien, il déclarait : « J'ai dû, la rage au cœur et impuissant, combattre des hommes dont l'idéal était le mien. » Revenu en France, traumatisé, il se promet d'aider concrètement le FLN algérien et de protester, en artiste avec sa caméra, contre les guerres coloniales. Fort de son expérience militaire, il fut le plus qualifié de notre réseau lié à la fédération de France du FLN, pour négocier et transporter des armes de qualité (pas comme celles fabriquées par les trotskistes au Maroc !) entre l'Allemagne et la France, cachées dans le faux plancher d'une caravane. Peu de films ont évoqué la guerre d'Algérie au moment même où elle se déroulait ; Yann a été de presque tous. En 1959, il signe la belle image du court métrage antiguerrre du cinéaste communiste marseillais Paul Carpita, *La récréation*. En 1961, il tourne *J'ai 8 ans*, avec Olga Poliakoff.

Sur une idée de son complice René Vautier (auteur de *Avoir 20 ans dans les Aurès*), ce film est constitué de dessins d'enfants algériens réfugiés en Tunisie, alternant avec leur visage en plan fixe. Il témoigne, en seulement neuf minutes, de manière émouvante et efficace, des exactions de l'armée française. En 1962, il collabore au *Combat dans l'île*, d'Alain Cavalier, portrait d'un fasciste de l'OAS caché dans un thriller grand public. Comme *J'ai 8 ans*, *Sucre amer* (1962) féroce reportage sur la campagne à la députation de Michel Debré à la Réunion est resté interdit pendant dix ans en France. La force du cinéma de Yann Le Masson, c'est de ne pas se contenter d'un discours politique en se désintéressant de la forme ; les images de ses films sont souvent d'une beauté à couper le souffle. Co-réalisé avec Bénie Deswarte, en 1973, *Kashima Paradise* en est une démonstration éclatante. La violence spectaculaire des scènes finales d'affrontements entre les forces de l'ordre et les paysans opposés, six ans durant, à la construction de l'aéroport de Tokyo lui valut d'être comparé aux grands maîtres du cinéma.

Dans *Regarde, elle a les yeux grand ouverts* (1980), il plonge au cœur d'une communauté féministe d'Aix-en-Provence en lutte pour l'avortement et la contraception. Il montre qu'il est aussi un grand cinéaste de l'intime, filmant la naissance avec une dignité bouleversante. Diminué par le cancer, Yann a eu le bonheur de tenir en main le coffret DVD de ses cinq principaux films sorti en mai 2011\*. D'autres de ses images mériteraient d'être montrées comme celles non retenues par William Klein lors du festival panafricain d'Alger en 1969, ou *Pour demain*, film électoral du PCR(ml) maoïste (1978) ou encore les bandes réalisées à la fin de la guerre montrant les espoirs des militantes algériennes sortant de prison. Yann avait accepté de figurer sur la liste de la LCR aux municipales à Avignon en 2008.  
**Paul Louis Thirard**  
\* Éditions Montparnasse





## GRÈCE Contre l'union national(iste) !

Alors que la Troïka lance de nouvelles injonctions à la Grèce, les précédentes mesures plongent le pays dans la misère.

**D**éclaration cynique de l'impérialisme allemand ou, comme apparemment avec le coup du référendum, scénario préparé en commun entre les gouvernements de Berlin et d'Athènes, pour faire croire à un semblant d'autonomie du «gouvernement technique» de l'ex-banquier Papademos? En tout cas, les déclarations d'Angela Merkel, reprises par son ministre de l'Économie dans le journal populiste *Bild*, affirmant qu'il faudrait installer à Athènes un commissaire européen pour contrôler les affaires budgétaires, arrivent à point nommé: le gouvernement non élu et donc sans légitimité peut ainsi jouer la carte de l'union nationale, orchestrée ce matin par la presse inféodée (et même représentée directement au gouvernement!), avec de larges «*Nein, nein, nein!*» Dans la foulée, Papademos a réuni les chefs des trois partis gouvernementaux pour faire croire à une posture sociale: le Pasok, la droite et la droite extrême mandatent le Premier ministre pour faire savoir à ses complices européens qu'ils refusent les ordres de la Troïka sur la suppression des 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> mois dans le secteur privé et la baisse du salaire minimum. Quel courage de la part de ceux qui ont déjà supprimé ces deux mois de salaire dans le public et baissé le précédent salaire minimum! Et qui se taisent sur les autres injonctions de la Troïka: baisse des dépenses de santé et des retraites complémentaires, licenciements dans la fonction publique, privatisation d'ici juin d'au moins trois entreprises publiques, ouverture des métiers protégés (en particulier les pharmaciens, montrés du doigt pour leur «*égoïsme*» dans la presse internationale alors qu'ils croulent aujourd'hui sous les dettes, n'étant pas remboursés par les caisses de santé), ouverture internationale à l'éducation privée... Toutes ces mesures sont bien sûr présentées par les représentants du FMI, de l'UE et de la Banque centrale européenne comme indispensables pour obtenir l'argent du second mémorandum de 130 milliards. Par ailleurs, ces bien timides protestations s'expliquent bien sûr par la perspective d'élections législatives qui, attendues pour février, devraient avoir lieu en avril... si les sondages ne sont pas trop catastrophiques.

### LA MISÈRE S'ÉTEND

Or, la situation est aujourd'hui très mauvaise pour ces partis, en particulier pour le Pasok, et ce n'est pas la dernière déclaration du dirigeant Chrysoïdis, un des adversaires de Papandreou pour la



succession, qui va arranger les choses: il reconnaît avoir voté sans l'avoir lu le premier mémorandum qui a déclenché la vague de misère. S'il n'est sûrement pas le seul député dans ce cas, cela ne peut que précipiter la décomposition du Pasok, dont bien des sections ne se réunissent plus. C'est évidemment aujourd'hui l'un des enjeux que de savoir quels choix politiques vont opérer ces dizaines de milliers de travailleurs qui ont fait jusqu'ici du Pasok un parti ouvrier, toujours à la tête des directions syndicales. Ces enjeux sont liés à la profondeur de l'appauvrissement: en cet hiver très froid, la misère s'étend, et on a vu la semaine passée des gens faire des queues de plusieurs heures pour se voir offrir par des paysans de Béotie des légumes produits dans une région très polluée et mis en promotion gratuite. Trois sans-abri sont morts, il y a deux semaines, et la réponse sociale donnée par le ministère de la Santé est d'ouvrir des refuges à partir de... -4 degrés! Cynisme et incompétence qui rendent encore plus urgent de chasser ce pouvoir...

### APPEL ANTICAPITALISTE

Face à l'incapacité de la gauche antilibérale d'offrir des solutions unitaires

et anticapitalistes concrètes - ce qu'à sa manière dénonçait le grand cinéaste Angelopoulos, qui s'était en outre élevé clairement contre la politique de misère des derniers mois, et dont la mort a donné lieu à un festival des hypocrites - les militantEs syndicaux jouent un grand rôle (initiatives des syndicats de base à Salonique d'aller soutenir les luttes comme celle chez Coca et d'appeler à se coordonner), et la grève de la région Attique, le 17 janvier, a mis dans la rue plus de 20 000 manifestantEs, mais au-delà, il faut ouvrir des perspectives politiques claires. De ce point de vue, l'appel du regroupement anticapitaliste Antarsya va dans le bon sens: «*Personne ne doit croire que sont utiles à la population les divers "fronts patriotiques" qui ne voient pas que l'ennemi, ce sont avant tout "nos" patrons et "nos" banquiers, qui écrasent le peuple en toute complicité avec la troïka. Cette logique et d'autres vont contre la possibilité de se libérer des horreurs du système. La gauche de notre époque, pour être victorieuse, se doit d'être unitaire, à l'initiative de fronts, et résolument anticapitaliste!*»

A. Sartzekis

## Les Roumains refusent l'austérité

La Roumanie, membre de l'Union européenne (UE) depuis 2007, a subi depuis deux ans une des pires cures d'austérité. Le dernier projet de privatiser la santé a provoqué une explosion d'Indignés après de nombreuses protestations syndicales depuis deux ans... Ils viennent d'obtenir un premier succès: le retrait du projet de loi sur la santé. Mais cela ne calme pas la colère populaire.

**L**a Roumanie a connu deux ans de sévères récessions (-7,1% en 2009 et -1,3% en 2010) sous l'impact de la crise financière de 2008. Son déficit budgétaire s'est creusé (8,5% du PIB en 2009). Le FMI, sollicité pour un prêt par le gouvernement de centre droit, a suggéré de privatiser les compagnies de production et de distribution d'électricité qui dégagent des marges de profit dépassant les 25% - et imposé une véritable guerre sociale\*. Malgré plus de 30 000 manifestants en mai, les salaires des fonctionnaires baissent de 25%, en juin 2010, les allocations chômage de 15% et de nombreuses aides sociales sont diminuées, une réforme des retraites supprime les régimes spéciaux et veut imposer le départ à la retraite à 65 ans - dans un pays où l'espérance de vie est de dix ans inférieure à la moyenne de l'UE... 100 000 postes devraient être supprimés dans la fonction publique. Plusieurs motions de censure sont déposées et rejetées. Et les manifestations se succèdent, en vain, depuis 2010, appelées par les syndicats. Notamment, en mars 2011, cette fois contre le nouveau code du travail qui démantèle les conventions collectives pour instaurer flexibilité et précarisation radicale de

l'emploi (embauche en CDD, allongement des périodes d'essai et de préavis). Rien n'y fait. À la rentrée 2011, c'est au système éducatif de s'aligner sur les «normes» européennes. Et fin décembre, le gouvernement d'Emil Boc s'attaque au système de santé. Ce sera la goutte d'eau... Le système de santé roumain est en piteux état. Mais les réformes prévues vont bénéficier aux caisses d'assurance privées, sûrement pas aux patients. Alors que la Roumanie dépense seulement 4% de son PIB dans la santé, à comparer aux 8% de la moyenne européenne, il s'agit encore de comprimer les dépenses en s'ouvrant aux «opérateurs privés». Le projet de privatiser les services d'urgence a été explosif; il se trouve que celui qui a fondé ce service, Raed Arafat (d'origine palestinienne), extrêmement populaire comme peuvent l'être les pompiers, était sous-secrétaire d'État et hostile à ces réformes. Il s'est publiquement opposé à cette privatisation et a démissionné. Cette action n'a pu qu'encourager l'explosion d'indignation qui déferle sur la Roumanie depuis quelques jours. Des mobilisations pacifiques se sont répandues dans tout le pays,

extrêmement mélangées socialement, avec une part importante de jeunes. Quelques supporters de foot s'autoproclamant «*hooligans*» et fiers de l'être ont provoqué des incidents. Les violences policières ont fait quelques dizaines de blessés. Les milliers de personnes ont repris les slogans de décembre 1989: «*Nous mourons de faim*», «*respectez-nous*». Mais ils exigent aussi la démission du Président Basescu. Une première victoire... Devant l'opposition grandissante suscitée par son projet, le président vient d'annoncer son retrait. Mais ce revirement n'a pas calmé la population, et les Roumains ont continué à défiler dans les rues du pays, élargissant leurs revendications à l'austérité qui sévit depuis 2009. «*Nous en avons marre de tout avaler, des baisses de salaires de 2010 à la corruption*»...

Catherine Samary

\*Lire sur ces sujets les articles du *Courrier des Balkans* et <http://roumanophilie.wordpress.com/>

## SÉNÉGAL

### Trois mandats bonjour les dégâts !

**L**es crises politiques du Sénégal viennent de loin. Le second mandat de Wade en 2007 était déjà entaché de fraudes électorales, dès cet instant, les Sénégalais avaient compris que Wade ferait tout pour rester au pouvoir. Au printemps 2011, il avait tenté de réformer la Constitution en instaurant un système de «ticket» avec un président, un vice-président, et la possibilité de gagner les présidentielles dès le premier tour avec plus de 25% des voix. La ficelle était un peu grosse. En effet, tout le monde avait compris que le but était de transmettre le pouvoir à son fils Karim qui détient déjà un super-portefeuille ministériel regroupant l'Aménagement du territoire, la Coopération internationale des transports aériens et des infrastructures. Les manifestations massives avaient obligé le pouvoir à abandonner le projet et avaient donné naissance au Mouvement du 23 juin. La Constitution de 2008 limite les mandats présidentiels à deux. En toute logique, Wade ne peut donc pas briguer un troisième mandat. Cependant le Conseil constitutionnel s'est rangé à l'argument du clan présidentiel: le premier mandat ne compte pas puisqu'antérieur à la Constitution. Cette décision a provoqué une explosion de colère dans tout le pays, renforcée par le rejet de la candidature du chanteur Youssou N'Dour. L'acharnement du clan Wade à rester au pouvoir laisse augurer de nouveau des fraudes massives lors du scrutin présidentiel qui doit avoir lieu le 26 février 2012.

### CORRUPTION

Bénéficiant d'une réelle assise populaire, Wade avait réussi en 2000 à renverser le pouvoir détenu depuis l'Indépendance par le Parti socialiste, archétype parfait du parti néocolonial servant les intérêts des impérialistes de l'ancienne puissance coloniale. Du slogan de la campagne «*Soppi*» qui signifie «*changement*» en wolof, les populations sénégalaises ont vite déchanté. La politique économique et sociale du gouvernement n'a pas changé et la corruption s'est considérablement aggravée. Entre inflation galopante et pillage des ressources halieutiques (pêche) et des terres, les Sénégalais vivent au rythme des délestages d'électricité qui peuvent durer des heures entières et touchent les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de s'acheter un générateur. Ces délestages nuisent aux petites activités économiques du secteur informel et présentent des risques sanitaires dus à la rupture de la chaîne du froid pour les aliments.

### RÉPRESSION

Des quatorze candidatures avalisées par le Conseil constitutionnel, la plupart sont des anciens ministres des gouvernements Wade. Moustapha Niasse investi par «Benno Siggil Senegaal» (Unité pour développer le Sénégal), soutenu par la gauche sénégalaise, n'échappe à la règle. Quant au Parti socialiste, il est représenté par Ousmane Tanor Dieng. Le pouvoir a vite et bien compris le danger des mobilisations contre le troisième mandat de Wade et tente de l'étouffer par la répression. De nombreux militants du Mouvement du 23 juin ont été arrêtés. Les forces de police et de gendarmerie sont déployées dans toutes les grandes villes du pays, Thiès, Saint-Louis et Dakar la capitale, attaquant brutalement les manifestations. Il n'est pas sûr que cette répression réussisse à venir à bout de l'exaspération croissante des populations et Wade risque de dégager plus vite que prévu.

Paul Martial

## L'ARS s'attaque aux femmes et aux enfants !

Pour faire des économies, la Sécu cible la maternité, en préconisant un « programme d'accompagnement du retour à domicile » dit Prado. Faire sortir mères et enfants à J2, qui commence à la 25<sup>e</sup> heure, avec un suivi à domicile par des sages-femmes libérales. La tarification à l'activité (T2A) rémunère les maternités d'une somme fixe pour deux nuits. Elles sont donc contraintes, notamment en Île-de-France, d'assurer un suivi en hospitalisation à domicile (HAD), « encore trop cher ! » pour la Sécu. Les sages-femmes libérales ont accepté Prado contre une promesse de revalorisation de leur activité. Côté médecins, « les premiers jours après la naissance sont une période d'adaptation physiologique complexe qui n'est pas sans risque pour le nouveau-né et sa mère, cela exige une surveillance médicale vigilante. Un retour à domicile avant trois jours révolus n'est pas souhaitable », indique l'Académie nationale de Médecine. Entretien avec Virginie Gossez, sage-femme<sup>1</sup>.

### Le 24 janvier dernier, les Bluets étaient dans la rue.

Oui, l'obstétrique et la néonatalogie sont mises à mal. Les Bluets sont au bord de la cessation de paiement malgré l'accueil de 3 000 naissances par an. Pour fermer une maternité, il suffit de l'étrangler financièrement. Les tarifs de l'accouchement et de la césarienne diminuent chaque année. Cette logique a conduit à la fermeture de Saint-Antoine à Paris malgré ses 2 500 naissances et les 600 IVG pratiquées. Ses douze lits de néonatalogie seront aussi fermés.

### Les Lilas aussi étaient à la manifestation du 24 janvier !

La maternité des Lilas nous a rejoints dans la rue. Elles se battent pour sauver leur projet de reconstruction d'un nouveau bâtiment mais comme pour les Bluets, les financements sont bloqués par l'Agence régionale de santé (ARS), bras armé du gouvernement.

### Pour dénoncer la politique de l'ARS, le collectif Notre santé en danger (NSED), appelle à un rassemblement régional à Paris, devant Saint-Antoine<sup>2</sup>.

Les Bluets y seront. Saint-Antoine ferme le 9 février. Les maternités de Trousseau, Tenon ou de la Pitié-Salpêtrière ne pourront pas accueillir ses 2 500 naissances annuelles. En région parisienne la situation est grave. Où les femmes vont-elles accoucher, dans quelles conditions ? Il n'y a plus de place dans le public ! Cette activité n'est pas assez lucrative pour le privé qui se désengage, nous allons dans le mur !

### Les maternités deviennent-elles des usines à bébés ?

Oui, femmes et bébés sont victimes de cette politique d'augmentation de l'activité et d'incitation aux sorties précoces, déjà mise en place, parfois sans aucun suivi, avec tous les risques, notamment l'ictère du 3<sup>e</sup> jour, qui non soigné peut handicaper l'enfant à vie. Trois cas ont déjà été recensés, probablement plus en réalité. Pour les mamans, le risque est dans les suites de l'accouchement, risque infectieux, risque hypertensif... Sans parler des traumatismes obstétricaux liés à une surmédicalisation et à l'utilisation fréquente de forceps qui laissent les mères douloureuses et peu enclines à sortir tôt. Enfin rien n'est organisé pour ré-hospitaliser ensemble le bébé et sa mère en cas de nécessité. Ils seront séparés, elle en gynécologie et lui en néonatalogie. Jamais ensemble !

### Penses-tu que Prado met les femmes et bébés en danger ?

La sortie précoce n'est pas une mise en danger quand tout va bien et si l'accompagnement à domicile est de qualité. Mais compter sur les sages-femmes libérales pour l'assurer est un leurre. Elles ne sont pas en nombre suffisant et, rétribuées à l'acte, elles auront besoin de faire du chiffre au détriment de la qualité du soin. Au 3<sup>e</sup> jour, la montée laiteuse survient souvent au cœur de la nuit et, sans accompagnement, l'allaitement n'est pas évident. Par ailleurs, comment une sage-femme pourra-t-elle faire face à une décompensation psychologique de la mère ? Oui à Prado, mais à J5.

### Revenons sur une exigence exprimée dans la rue mardi dernier. Un enfant si je veux, quand je veux, où je veux...

Et comme je veux ! Où je veux, c'est plus possible ! Quand je veux : le droit à l'IVG est remis en cause, par exemple l'hôpital de Montreuil, qui en pratiquait 1 000 par an, a vu arriver une chef de service qui s'oppose à la poursuite de cette activité. Les 600 IVG pratiquées à Saint-Antoine seront-elles reprises par Trousseau ? Rien n'est moins sûr. Enfin la revalorisation des tarifs, promise par Bachelot est passée aux oubliettes. Nous exigeons que cet acte soit revalorisé à hauteur du traitement d'une fausse-couche. Comme je veux, quand les salles de naissance sont saturées 24 heures sur 24, 365 jours par an, il n'y a plus le temps pour que les femmes accouchent comme elle en ont envie. Se mobiliser, résister est une urgence !

1. Sage-femme, militante de Touche pas aux Bluets, association des personnels et des usagers de défense de cette maternité, syndicaliste à SUD.

2. Rendez-vous à 11 heures, le 4 février.

## Succès de la journée anti-FN organisée par l'Institut d'histoire sociale de la CGT

À l'initiative de l'Institut CGT d'histoire sociale, une journée entière était consacrée, jeudi 19 janvier, au siège de la confédération, aux rapports de l'extrême droite avec le mouvement ouvrier, et plus spécialement de la progression des idées du FN au sein des entreprises. Cette initiative ouverte aux autres organisations (SUD, FSU, Visa etc.) été un franc succès puisque plus de 400 syndicalistes ont pu y participer. Alors qu'initialement la plus grande salle de réunion, celle de la commission confédérale nationale était prévue, c'est le grand patio de la Confédération qui a dû être utilisé, sans pouvoir satisfaire pour autant aux nombreuses demandes d'inscription envoyées à l'Institut. Première bonne surprise, le public plutôt jeune et attentif, tranchait avec certaines autres initiatives, et la rengaine habituelle sur la dépolitisation de la jeunesse et sa fermeture au combat syndical. Beaucoup d'interventions de militantEs voulant faire partager leurs expériences ou poser des questions ont pu s'exprimer autour des quatre thèmes abordés : les fascismes en

Europe, approches historiques ; l'extrême droite en France, approches historiques ; le Front national, positions et stratégies ; l'instrumentalisation du social par le Front national.

Il serait fastidieux de rendre compte de l'ensemble des exposés et des débats qu'ils ont suscités dans un si court article, d'ores et déjà, certains sites de la CGT en ont fait un large écho, et l'IHS a pris la décision de restituer l'intégralité des travaux sous la forme d'une brochure qui sera largement diffusée.

En conclusion d'une journée à laquelle il a assisté du début à la fin, le secrétaire de la CGT a réaffirmé que les idées développées par le FN étaient incompatibles avec les valeurs du mouvement ouvrier. Il a rappelé l'exclusion des rangs de la CGT, dont a fait l'objet en février 2011 un secrétaire de syndicat de Moselle, Fabien Engelmann figurant comme candidat sur une liste du Front national. Fait assez exceptionnel, cette exclusion avait été suivie d'un courrier à tous les secrétaires de syndicats et à toutes les structures de la CGT, rappelant toutes les raisons qu'avait le mouvement syndical



à combattre les positions racistes et les tentatives de division de la classe ouvrière véhiculées par le F Haine. Il s'est enfin engagé à interpellier les autres organisations syndicales, afin qu'elles aussi s'engagent à exclure de leurs rangs les militants du FN. Le succès de cette initiative démontre que la prétendue montée des idées racistes et discriminatoires au sein du mouvement ouvrier n'est pas inéluctable. Certes, il est bien tard, et cette

préoccupation aurait dû être prise très en amont d'une situation où la désespérance sociale et la défiance envers les partis politiques font le lit des projets réactionnaires de l'extrême droite. Les militantEs du NPA s'engageront à poursuivre le débat et surtout l'action contre l'extrême droite dans les entreprises où ils et elles militent, comme sur les facs où dans les quartiers populaires.

Alain Pojolat

## LILLE Suicides à l'hôpital

La vague de suicides entre les 4 et 17 janvier au CHRU de Lille (dont trois en neurochirurgie), relance le débat sur le suicide d'origine professionnelle. Débat déjà avivé récemment dans le Nord-Pas-de-Calais avec le suicide d'un éducateur de Dunkerque, retrouvé pendu sous un pont, le 17 novembre 2011. Suicide à la suite duquel les salariés ont décidé d'un droit de retrait durant dix-huit jours : le plus long et le plus massif jamais constaté depuis l'existence de la loi.

Le 18 janvier, c'est le suicide d'un inspecteur du travail de 32 ans, militant SUD à Lille qui a été à peine relayé par la presse. Ce contexte local montre bien toute l'importance de la question dans la problématique de santé. Le dernier chiffre recensé de 10 464 suicides dénombrés en France en 2009 (Source : Inserm-CépiDC-2011), ne permet pas de déterminer la part de ceux d'origine professionnelle parmi la population globale. La direction du CHRU de Lille nie tout lien

entre les quatre suicides et le travail dans l'établissement. Pourtant depuis 1897, Durkheim à mis en évidence dans *le Suicide* qu'au-delà de l'intime et du psychologique, il existe des causes sociales et des déterminants sociaux dans cette pathologie de l'isolement au dénouement fatal.

Le risque beaucoup plus important dans les professions sanitaires et sociales a récemment été mis en évidence dans l'étude « *Suicide et activité professionnelle en France : premières exploitations de données disponibles* » de l'Institut de veille sanitaire. Enfin, le Nord-Pas-de-Calais dépasse de plus de 40% le taux moyen de suicides de la France métropolitaine : parmi les pires chiffres en Europe. Et bien que ces chiffres soient sous-estimés de 10%, toutes ces études ne traduisent sans doute pas l'acuité actuelle du phénomène. De nombreux spécialistes internationaux dont Alan Berman indiquent en effet que « *si la récession dure aussi longtemps que les experts le prédisent [...] nous pourrions*

assister à quelque chose de semblable à la Grande Dépression [...] qui a vu les suicides augmenter de plus de 50 % ».

Il est étonnant de voir une direction hospitalière nier tout lien entre la profonde crise que connaît l'hôpital public, sa restructuration permanente depuis des années et les conséquences sur la santé des salariéEs. Dans tout le secteur sanitaire et social, il est urgent d'imposer des études et une transparence totale sur les suicides. La priorité absolue est de s'attaquer aux causes en imposant un gel de toutes les restructurations pour faire échec à l'augmentation de la productivité, précarité, flexibilité et autoritarisme des directions. La meilleure réponse à l'isolement individuel, c'est l'action collective !

Vladimir Nieddu\*

\*Membre de la commission exécutive fédérale SUD santé sociaux

## Budget du conseil régional Midi-Pyrénées

Quand le président Martin Malvy (PS) sous-traite en région les politiques libérales européenne de la droite et du PSE à Bruxelles, et nationale de Fillon et Sarkozy...

Le NPA Midi-Pyrénées constate et déplore qu'aucun des 69 élus de gauche et écologistes de l'assemblée régionale n'a répondu à son Adresse du 12 décembre dernier<sup>1</sup> à voter contre le budget 2012 présenté par Martin Malvy, approuvé lors de l'assemblée plénière du 22 décembre.

Ils ont ainsi approuvé les 103 millions d'euros de fonds publics d'« aides » et « subventions » aux « entreprises » qui vont financer les profits privés des actionnaires des multinationales des pôles de compétitivité de la région ; approuvé le financement, à hauteur de 100 millions d'euros d'ici 2009, du projet écologiquement désastreux et socialement injuste du tronçon Poitiers-Bordeaux de la LGV Toulouse-Paris ; approuvé l'abandon par la Région de l'objectif de gratuité des manuels scolaires dans les lycées en adoptant la mise sous condition de ressources des familles du montant des chèques-lecture. Une approbation sans principe de la part des quinze élus EELV et des sept Front de Gauche, qui s'étaient abstenus ou prononcés

contre telle ou telle de ces lignes budgétaires en commission permanente et, oralement, en assemblée plénière. Constatons, pour le déplorer, l'incapacité des élus de gauche et écologistes de la Région à faire preuve d'indépendance vis-à-vis de son président, et à voter conformément aux programmes antilibéraux et/ou écologistes sur lesquels ils ont mobilisé les électeurs en 2010.

Car, plus encore aujourd'hui que le patronat et Sarkozy s'emploient à faire payer au peuple la dette des banquiers par des mesures d'austérité sans précédent depuis les années 1930, il s'agit d'être cohérent. Il ne suffit pas de nous retrouver au coude à coude dans les grèves et les mobilisations syndicales et associatives pour une répartition des richesses favorable au monde du travail, pour la gratuité de l'enseignement et pour la transition écologique. Encore faut-il porter, haut et fort, ces exigences dans les assemblées parlementaires quand on y est élu.

L'alignement sans principe des élus EELV

et Front de Gauche sur une « majorité régionale » qui sous-traite en Midi-Pyrénées les politiques libérales et sociales-libérales européenne et nationale, est un mauvais coup porté à la majorité de la population des huit départements de Midi-Pyrénées. Il préfigure le futur alignement de leurs partis nationaux sur un « accord de mandature » que le Parti socialiste leur imposera au Parlement si François Hollande emporte l'élection présidentielle et le PS les législatives. La répétition de la désastreuse gauche plurielle de 1997-2002 qui a mené tout droit au 21 avril 2002, avec la propulsion de l'extrême droite nationaliste et xénophobe au second tour de la présidentielle ! Pas question de les accompagner dans cette impasse.

Pierre Granet, Laurent Marty

1. <http://www.npa31.org/actualite-politique-locale/adresse-du-npa-midi-pyrenees-aux-elus-de-gauche-du-conseil-regional.html>

## COMPTE-RENDU DU CPN DES 28-29 JANVIER **Mener notre campagne et faire vivre la démocratie**

**C**e Conseil politique national revêtait une importance particulière pour plusieurs raisons : l'accroissement de la crise, ses conséquences dramatiques et la place qu'elle prend dans le débat politique, la campagne présidentielle, les divisions et tensions internes que cette dernière suscite en notre sein. Il nous fallait réussir l'exercice difficile de nous donner les moyens politiques d'aller jusqu'au bout dans la construction de notre campagne tout en préservant des relations démocratiques et vivantes avec nos camarades de la Gauche anticapitaliste, éviter les risques de rupture.

### AU CŒUR DE LA CAMPAGNE, LA CRISE

Le débat et la résolution « Situation politique et sociale, notre campagne et nos tâches » visaient à faire le point, dans la continuité du dernier CPN, sur l'évolution de la situation sociale et politique dominée par l'approfondissement de la crise dont l'Europe est l'épicentre, la crise de la dette débouchant sur le début d'une récession, ses conséquences sur la situation politique. Loin d'une trêve électorale, Sarkozy et la droite choisissent d'inscrire la campagne dans le cadre d'une offensive redoublée contre la protection sociale, les salaires, le temps de travail, bref l'ensemble des droits et protections des salariéEs. Dans cette situation

et avec, en toile de fond, une paralysie du mouvement ouvrier, le Front national représente plus que jamais un danger. Cette situation ne rend que plus indispensable la présence des anticapitalistes dans la campagne présidentielle pour développer un programme de lutte, un programme en rupture avec les politiques d'austérité visant à baisser le coût du travail sous couvert de compétitivité : battre Sarkozy et infliger un camouflet au FN mais sans accorder la moindre confiance à Hollande.

La Gauche anticapitaliste a déposé un texte centré sur une appréciation très négative de la campagne de Philippe Poutou et une appréciation positive de la dynamique qui se crée autour de Mélenchon, texte concluant à la nécessité d'arrêter notre campagne. Ce texte n'a pas été soumis au vote.

### DIVERGENCES SUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Cette discussion s'est prolongée sur la question des législatives. Une résolution a été adoptée majoritairement. Elle comprend une orientation dans la continuité de notre campagne présidentielle, une politique de regroupement des anticapitalistes en toute indépendance vis-à-vis d'un gouvernement et d'une majorité parlementaire du PS et de ses alliés, ce dernier point marquant le désaccord vis-à-vis du

Front de Gauche qui n'a pas clarifié cette question et indique la volonté du NPA d'assurer sa présence dans un maximum de circonscriptions. Cette politique majoritaire s'associe au respect des droits de la minorité, la Gauche anticapitaliste, respect du droit à l'expérimentation comme par exemple dans le Limousin. Dans ce but a été décidée la mise en place d'une commission paritaire chargée de suivre collectivement les candidatures, de veiller à la fois au respect des choix des comités et à l'équilibre global des candidatures avec le souci de respecter les demandes financières de la minorité, les élections législatives étant à la base du calcul de la dotation de l'État aux partis politiques. Le prochain CPN devra définir les modalités de la gestion de cette dotation par la majorité et la minorité en garantissant les droits de cette dernière.

### NOS DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

Les difficultés internes, mais aussi la lourde mobilisation militante que représente la recherche des parrainages ne manquent pas d'occasionner des difficultés financières. La souscription a atteint moins de 60% de l'objectif. Une commission financière pour assurer le suivi des finances du NPA et de ses structures proches, a été mise en place, adoptée à la quasi-unanimité par le CPN.

### NOS TÂCHES

Si les débats entre la majorité et la minorité se sont accompagnés de tensions, le travail en commissions a permis un débat ouvert, constructif, associant toutes les sensibilités autour des interventions dans la campagne dette, la lutte contre le Front national, nos initiatives dans les quartiers populaires... Une motion contre les violences policières a été adoptée par une large majorité. Une commission a été élue pour discuter du fonctionnement du NPA pour améliorer notre efficacité et les rapports démocratiques. Au centre de ces tâches, bien sûr, la mobilisation de l'ensemble des camarades pour réussir à être présent dans la campagne présidentielle en obtenant les 500 parrainages, tâche urgente car si nous franchissons le seuil de 400 signatures, un effort considérable est devant nous. Une discussion sur le processus révolutionnaire dans le monde arabe introduite par la commission internationale est venue apporter à ce CPN une dimension internationaliste. Une façon aussi de souligner l'actualité du projet du NPA, le regroupement des anticapitalistes auquel, par-delà et à travers les divergences, tous ensemble nous voulons œuvrer.

**Yvan Lemaitre**

## TRIBUNE DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE

### CPN du NPA: le choix de la « marginalité »

**L**a situation politique que nous connaissons, marquée par l'approfondissement des crises, économique et écologique qui s'articulent en France avec le bilan du sarkozysme, l'orientation d'un candidat du PS incapable de proposer un programme vraiment différent de celui de son principal concurrent, et avec la profonde morsure de l'extrême droite dans les classes populaires, l'échec de la campagne du NPA est patent. Elle est inaudible et inutile, en ce qu'elle n'offre aucune perspective politique sur le terrain du rassemblement et des réponses anticapitalistes à la crise. Mais la majorité de direction refuse d'affronter la réalité et préfère la fuite en avant. Les législatives pourraient être l'occasion de réorienter le NPA en se situant dans la perspective de la construction d'un bloc anticrise, rassemblant toutes les forces sociales et politiques prêtes à résister à l'austérité, qu'elle soit mise en œuvre par un gouvernement de droite ou de gauche. C'est une tâche essentielle à laquelle les camarades refusent de s'atteler, cultivant un isolationnisme suicidaire. Lorsqu'ils daignent évoquer la construction d'une opposition de gauche, la conception qu'ils en ont s'avère extrêmement limitée, puisqu'elle ne pourrait

se constituer qu'autour du NPA, barricadé derrière des exclusives qui font désormais système : si l'on suit la majorité de direction, il faut s'interdire toute politique à l'égard des forces du Front de Gauche, non en raison d'une clarification nécessaire sur l'indépendance vis-à-vis du PS qui devrait constituer la base de notre interpellation, mais en raison de leur nature. Cette fable dépolitisante permet au passage de ne pas tirer de conséquences du fait que des conseillers municipaux de Lutte ouvrière votent les budgets avec les majorités socialistes... Mais sans doute sont-ils révolutionnaires par nature...

Mais il n'est pas question d'une réorientation à l'occasion des législatives. La motion votée majoritairement stipule que les élections législatives se situeront, du point de vue du profil et de l'orientation, dans la stricte continuité de la présidentielle, et durcit encore les conditions posées pour contracter des accords unitaires. S'il est envisagé une commission paritaire pour éviter les problèmes entre majorité et minorité, ce n'est pas pour garantir le droit à l'expérimentation : les interventions se sont succédé ce week-end pour donner de toute l'affaire une interprétation extrêmement

rigide, malgré les déclarations d'une minorité de camarades. Le texte rappelle à plusieurs reprises que la continuité politique avec la présidentielle exclut tout accord unitaire avec tout ou partie du Front de Gauche, indépendamment du contenu de l'accord. Enfin, la motion précise que le CPN, ou à défaut, le CE, sont en position de ratifier les accords qui subsisteraient malgré les conditions imposées. Ce qui signifie non seulement que la majorité persiste dans sa propre orientation, mais qu'elle choisit de réduire à la portion congrue l'expression d'une orientation alternative qui représentait en juin plus de 40% du NPA et qui représente encore 40% du CPN.

Enfin, nous avons pu mesurer à quel point les camarades de la majorité de direction s'éloignent des conceptions jadis communes sur le plan des droits démocratiques. Ils ont pour beaucoup d'entre eux développé une conception non pluraliste du parti, refusant de considérer sérieusement les demandes, entre autres financières, de la Gauche anticapitaliste. À une orientation isolationniste semble donc devoir s'adjoindre une vision autoritaire du parti et des relations internes.

[www.gauche-anticapitaliste.org](http://www.gauche-anticapitaliste.org)

(ajoutés aux taxes déjà existantes sur les supports de stockage), des sommes considérables auraient pu être dégagées pour la création. Au lieu de cela, l'État a dépensé énormément d'argent pour la mise en place d'Hadopi. Mais se pose aussi la question de la redistribution et de l'opacité de la gestion des sommes collectées par la Sacem. Nous proposons la mise en place du mécénat global, dérivé de la licence globale, financé par une contribution des internautes sur leur abonnement à leur fournisseur d'accès, avec une redistribution « qualitative ». Les sommes récoltées sont gérées par un organisme indépendant, mais l'utilisateur choisit lui-même à qui il veut donner et devient ainsi acteur du financement. Une part du financement (plafonné par ayant droit) serait « socialisée » pour aider à l'émergence de nouveaux talents.

**Montreuil « Clac la dette »!** Initiative réussie pour le Collectif local pour un audit

citoyen de Montreuil (Clac la dette). 110 personnes étaient au rendez-vous, le 20 janvier, pour débattre après l'intervention de l'économiste atterré Cédric Durand. Succès quantitatif si l'on compare aux initiatives unitaires des dernières années et alors que les forces militantes réunies pour la préparer étaient relativement faibles. Succès donc, preuve des attentes de la population et de secteurs militants en recherche de cadres communs de réflexion et d'actions pour agir contre le diktat de la dette et les politiques d'austérité. Le débat a dégagé des pistes d'action : poursuivre un travail d'éducation populaire afin de nous donner les armes pour déconstruire le discours dominant, pour rompre avec le fatalisme. Mais également perspectives d'actions, en direction par exemple de l'hôpital de Montreuil fortement endetté, ou lors de la prochaine venue dans la ville de l'ancien directeur de la BCE, Trichet. C'est avec les dizaines de participantEs qui ont laissé leurs coordonnées que nous chercherons à construire les résistances.

**Non à la criminalisation des internautes.** La mise en place d'Hadopi 1 et 2 est un fiasco. Non seulement cette loi n'a pas permis de récupérer un centime pour la création, mais elle est devenue une machine de guerre contre les usagers coûteuse et inefficace. Quasiment tous les pays se sont armés de lois plus ou moins semblables pour « sauver l'industrie du disque ». Le résultat de la criminalisation des réseaux d'échanges en Peer To Peer (échange non-commercial entre utilisateurs) a été le développement de plateformes commerciales aux pratiques plus ou moins douteuses, dont le fameux MegaUpload. Passons sur le fait que selon plusieurs études, les plus gros utilisateurs de Peer To Peer étaient également les plus gros consommateurs de biens culturels, notamment de cinéma, pour nous intéresser à des solutions non basées sur la criminalisation des usagers ! La licence globale en est une. À raison de quelques euros de plus sur l'abonnement Internet

## S'abonner à Tout est à nous !

### Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)  
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

**ORGANISME CRÉANCIER :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex  
Numéro spécial d'émetteur : 554755

#### Titulaire du compte

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....  
Mail : .....

#### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT : ..... CODE GUICHET : .....  
N° DE COMPTE : .....  
CLÉ RIB : .....  
Date : .....

Signature : \_\_\_\_\_

#### Établissement teneur du compte

Banque : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

**Par chèque, à l'ordre de :** NSPAC  
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

#### FRANCE ET DOM-TOM

**Tarif standard**

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 euros</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 euros</b>
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 euros</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 euros</b>
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 euros</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 euros</b>

#### Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 euros</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 euros</b>
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 euros</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 euros</b>

#### ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31  
ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

# 228 milliards

**C'est le coût en euros de la production d'électricité nucléaire depuis les années 1950, selon la Cour des comptes : 121 milliards pour la construction des installations (sans compter Superphénix), 96 milliards pour le parc actuel et 55 milliards pour la recherche. La Cour des comptes estime par ailleurs que les coûts de maintenance risquent d'augmenter fortement de 2011 à 2025, s'élevant à 3,7 milliards d'euros par an. En revanche, elle n'a pas encore pu chiffrer le coût du démantèlement des centrales et de la gestion des déchets radioactifs...**



## Manifestation de soutien à la révolution syrienne.

En Syrie, depuis le 11 décembre, la grève pour la dignité a été lancée par des activistes syriens de toutes les villes du pays. C'est un appel à relancer l'action de désobéissance civile pour conquérir le pouvoir politique et social, répondre aux risques d'ingérence extérieure, mettre la révolution sur le chemin d'une vraie démocratie en promouvant droits et devoirs au service d'une vraie citoyenneté. De plus, le régime syrien continue toujours d'interdire aux médias arabes et étrangers d'exercer librement. Près de 100 journalistes, blogueurs et intellectuels ont été victimes de harcèlement en raison de leur couverture des événements en Syrie. Quatorze journalistes et blogueurs sont toujours portés disparus, six d'entre eux le sont depuis plus de 60 jours, et les journalistes étrangers ont été emprisonnés et ont subi toutes sortes de harcèlements. Récemment encore, nous avons perdu le journaliste de France 2, Gilles Jacquier, qui a été assassiné à Homs le 11 janvier. Nous vous appelons à une initiative samedi 11 février à 14 heures, à Paris (voir agenda page 2). Ce sera une journée de partage et de soutien à un peuple qui affronte la mort depuis plus de dix mois avec une audace et une ténacité imbattables. Saluons le courage des journalistes syriens et étrangers qui, munis de leurs téléphones, continuent encore, et de ceux qui ont perdu la vie. Soyons solidaires avec le peuple syrien, manifestons

notre engagement solidaire envers ce peuple déterminé et inventif, participons à la manifestation de soutien.

## Stoppons le KKL-FNJ.

Dimanche 5 février, le KKL-FNJ (Fonds national juif) souhaite organiser un concert de chants israéliens au Zénith de Paris. Cette tournée débutée le 4 février à Nice se poursuivra le 7 à Marseille. Le KKL-FNJ se présente comme une organisation environnementale, la première d'Israël. En réalité, ses prétentions écologiques ne sont qu'un prétexte. Depuis sa création, cette fondation est un acteur essentiel de la colonisation des terres palestiniennes et de l'expropriation des habitants palestiniens de leurs terres à travers notamment des confiscations de terrains. Sa charte est explicite : les terres et propriétés du KKL-FNJ ne peuvent être louées, mises en bail ou vendues ou travaillées par des non-juifs. Outre l'appropriation des terres des Palestiniens expulsés, les milliers d'arbres que l'organisation se vante d'avoir plantés, l'ont été sur les ruines des villages palestiniens de Galilée et du Néguev dynamités en 1948, et sur les territoires occupés depuis 1967. Le KKL a planté grâce à des fonds canadiens, le Canada Park, sur les ruines des villages cisjordaniens de Yalu, Beit-Nuba et d'Emmaus, rasés par Ariel Sharon en 1967. Aujourd'hui, le KKL réunit des fonds pour financer la judaïsation du Néguev en expulsant et regroupant dans des villes-réserves les Bédouins

qui le peuplent, comme il en a récoltés pour financer des aires de repos pour le bien-être des soldats rentrant de Gaza ou pour des projets dans la vallée du Jourdain (en Cisjordanie). Le KKL-FNJ tient donc une place essentielle dans la politique de colonisation en masquant le vol des terres et le nettoyage ethnique.

La campagne BDS-France appelle à se mobiliser pour que ces concerts de soutien à la politique d'apartheid ne se tiennent pas. Plus d'infos sur [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

## Besançon : première réaction aux fermetures d'écoles.

À Besançon, une manifestation s'est déroulée samedi 28 janvier, à l'appel du Collectif des parents en colère, rassemblant plus de 700 personnes. En cause, l'annonce par le rectorat de 42 suppressions de classe et 102 élèves supplémentaires en primaire dans le Doubs. Avec des slogans comme « On n'est pas des poulets » ou, variante, « On n'est pas des sardines », une foule bon enfant mais déterminée s'est rassemblée devant le rectorat. En ville et dans les villages, la population et les parents réagissent : pétitions, opérations escargot, blocages, audiences... Le collectif, constitué l'an passé, rassemble des parents d'élève, des enseignants, des organisations (FCPE, SNUipp/FSU, SUD). Cette première initiative en appelle d'autres, il est nécessaire de rassembler, de fédérer les degrés (écoles, collèges, lycées), dans le département comme au niveau

national. C'est le sens de l'appel à la grève du 31 janvier. C'est à une véritable saignée de postes que procède le rectorat, conséquence d'une politique budgétaire nocive d'un gouvernement qui ne cesse ses attaques.

## F. haine : tel père, telle fille.

Vendredi 27 janvier Marine Le Pen était l'invitée du FPÖ (28% d'intentions de vote à égalité avec les sociaux-démocrates) lors du bal viennois organisé par les corporations étudiantes, considérées comme un vivier de cadres du parti d'extrême droite autrichien. Des milliers de personnes ont manifesté contre ce bal qui se déroulait, cette année, le même jour que le 67<sup>e</sup> anniversaire de la libération du camp d'extermination d'Auschwitz. Commentant l'événement, Jean-Marie Le Pen a gratifié France 3 d'une déclaration polysémique au fument antisémite : « cette magnifique manifestation qui retrace d'ailleurs le Vienne du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est Strauss sans Kahn » en référence à l'ancien directeur du FMI.

Dimanche 29 janvier, en meeting à Perpignan, la présidente du FN fait huer les Roms et leurs prétendues « berlines flambant neuves » et réaffirme son « opposition à toute commémoration du 19 Mars 1962 » (le 19 mars 2012 sera le cinquantenaire des accords d'Évian mettant fin à la guerre franco-algérienne). De quoi séduire une mouvance « Algérie française » particulièrement active dans le sud-est de la France. Les Le Pen, père et fille, nous ont démontré le week-end dernier qu'au FN, tout change, mais rien ne change : xénophobie et racisme restent des « fondamentaux ».

## FN hors des facts !

En novembre, prenant de court les organisations militantes, le Front national de la jeunesse (FNJ) avait réussi à distribuer des tracts sur le site de Paris 1-Tolbiac, pourtant réputé « fac de gauche ». Forts de ce succès, les jeunes nazillons pensaient renouveler leur action

devant la Sorbonne le 24 janvier. Cette fois, des organisations syndicales (FIDL, FSE, SUD-Étudiant, Unef, UNL) et politiques (Alternative libertaire, NPA, UEC...) ont été alertées la veille. Nous avons été en capacité de sortir un tract anti-FN et de mobiliser plusieurs dizaines de militantEs. À 7 heures, nous étions une cinquantaine à les attendre devant l'entrée principale de la fac. Visiblement surpris de notre présence, les 25 « Jeunes avec Marine » ont pris la fuite après de brèves échauffourées. Le soir, dans les médias, ils dénonçaient des « militants d'extrême gauche cagoulés et armés de barre de fer, bâtons en bois et autres chaînes métalliques... ». Des accusations aussi mensongères que délirantes ! Le fait est que le FNJ a fui sans distribuer le moindre tract car nous étions plus nombreux et déterminés ! Et cela, nous l'assurons : le FN n'est pas un parti comme les autres. Il est raciste, sexiste, homophobe. Il cherche à affaiblir les étudiants et les étudiantes en militant contre les libertés syndicales. Dans son tract, il explique qu'il faut réduire les aides sociales sur critères sociaux, pourtant dramatiquement insuffisantes, et les réserver aux étudiants français... Ce parti n'a pas sa place dans nos universités. Nous le lui ferons toujours savoir.

## Don de RTT ou les Misérables version 2012.

Le gouvernement souhaite, dans une version des plus sordides, grignoter toujours davantage les 35 heures et les jours de RTT. En cas de besoin, pour s'occuper d'un enfant malade, les collègues d'unE salariéE pourront lui « donner » leurs journées de RTT disponibles ou une semaine maximum de congés payés. Voilà de quoi tenter de culpabiliser les salariéEs et économiser quelques euros supplémentaires pour des patrons qui de toute façon ne remplacent pas les salariéEs absentEs mais font assumer la charge de travail par leurs collègues.

# ÉGYPTE, UN AN APRÈS

## Le peuple est toujours dans la rue



Le Caire, place Tahrir, le 25 janvier. Des milliers d'ÉgyptienEs occupent de nouveau la place Tahrir pour marquer le premier anniversaire du départ de Moubarak, et pour protester contre les violences de l'armée. (REUTERS/Mohamed Abd El Ghany)

**TOUT est à nous !**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction :** 01 48 70 42 27  
**Diffusion :** 01 48 70 42 31  
**Administration :** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex  
**Mail :** [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)  
**Numéro ISSN :** 1969-8178  
**Commission paritaire :** 0414 P 11508  
**Tirage :** 6 500 exemplaires  
**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)  
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication :**  
François Coustal  
**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
mail : [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)